RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Les représentations sociales du changement climatique : 2000-2021

Cumul des 22 vagues d'enquête

EXPERTISES

Sept. 2022

REMERCIEMENTS

Anaïs Rocci, Patrick Jolivet (ADEME-DEPR),
Bruno Jeanbart, Théo Ponchel, Eléonore Quarré (OpinionWay)

CITATION DE CE RAPPORT

ADEME, Daniel Boy RCB Conseil 2022, Les représentations sociales du changement climatique : 2000-2021, 53p.

Cet ouvrage est disponible en ligne https://librairie.ademe.fr/

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'oeuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME
20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat :

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : Daniel Boy, RCB Conseil
Coordination technique - ADEME : ROCCI Anaïs
Direction/Service : DEPR

SOMMAIRE

1. CONTEXTE DU BAROMETRE 4

2. METHODOLOGIE 4

3. PRINCIPAUX RESULTATS CONCERNANT LES ENQUETES GRAND PUBLIC 9

3.1 L'espace social : âge, diplômes, catégories socio professionnelles, proximités politiques 9

3.1.1 Perceptions des causes du changement climatique 10

3.1.2 Mesures souhaitables 17

3.1.3 Pratiques individuelles en faveur de l'environnement déclarées 22

3.2 L'espace temporel : la question des générations 28

3.2.1 Définitions 28

3.2.2 Perception des causes du changement climatique 30

3.2.3 Mesures souhaitables 36

3.2.4 Pratiques individuelles en faveur de l'environnement déclarées 38

3.3 L'espace territorial : régions, départements 42

3.3.1 L'espace régional 43

3.3.2 L'espace départemental 43

4. CONCLUSION 50

1. Contexte du baromètre

L'aggravation de la problématique du changement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre a conduit l'ADEME dès l'année 2000 à mettre en place un dispositif de mesures régulières des représentations sociales de ces phénomènes au sein de la société Française. A cet effet, des enquêtes par sondage sur des échantillons représentatifs du public âgé de 15 ans et plus ont été réalisées à échéance régulière depuis cette date. L'enquête annuelle de l'ADEME se déroule en règle générale fin juin et début juillet. Les questionnaires de ces enquêtes sont conçus par l'ADEME avec l'aide d'un prestataire de service. Les enquêtes sont ensuite techniquement mises en œuvre sur le terrain par un institut de sondage sélectionné à la suite d'un appel d'offres. L'ensemble des résultats est présenté par l'institut de sondage à l'automne suivant leur recueil et donnent lieu à un rapport de recherche détaillé réalisé par RCB Conseil.

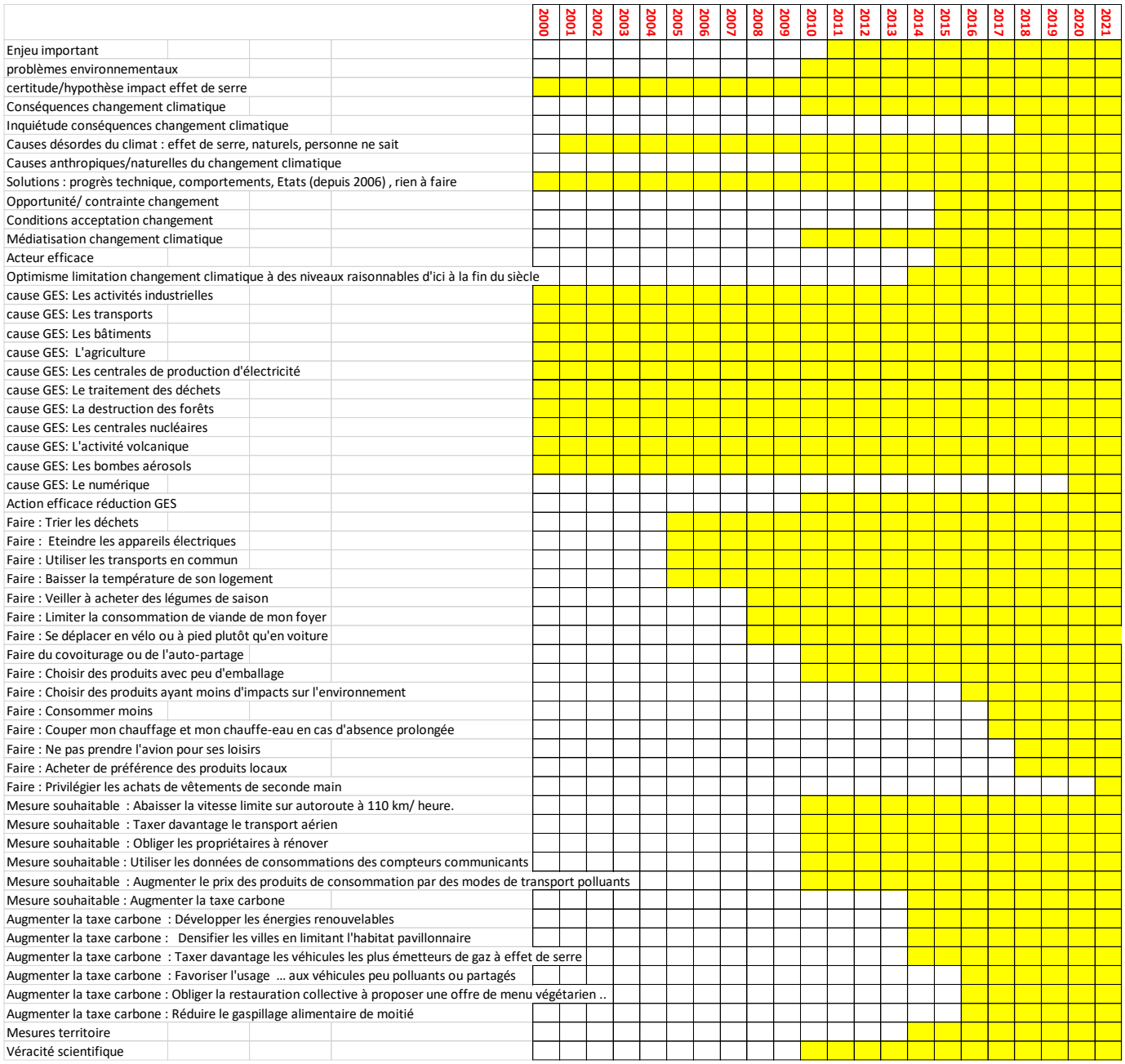
Le présent rapport *propose* des analyses plus fines à partir d'une base de données constituée des 22 enquêtes réalisées de 2000 2021.

2. Méthodologie

La base de données « ADEME 22 »[1] utilisée pour ces analyses est constituée de la concaténation des 22 enquêtes annuelles effectuées pour le compte de l'ADEME de 2000 à 2021 sur le thème des représentations sociales du changement climatique. Les effectifs des enquêtes sont d'environ 1000 individus pour les enquêtes de 2000 à 2013 et d'environ 1 500 pour les enquêtes de 2014 à 2021. Des origines jusqu'à l'année 2013 le mode de passation du questionnaire a été le téléphone. L'évolution généralisée des techniques d'enquête vers des enquêtes dites "en ligne" c'est à dire constituées de panels d'internautes a été décidée en 2013 suite à une expérimentation au cours de laquelle le même questionnaire a été administré pour comparaison d'un côté par une enquête téléphonique de l'autre par une enquête "en ligne". Depuis l'année 2014 le mode "en ligne" a été définitivement choisi. La différence doit être prise en compte car dans les enquêtes par téléphone ou en face à face, en raisons de la présence d'un enquêteur les personnes interrogées tendent donner des réponses « socialement désirables » c'est à dire plus conformes aux normes sociales. Au total la base concaténée compte 26 293 individus. La mesure barométrique de l'évolution des attitudes à l'égard du changement climatique suppose, par définition, l'emploi de questions strictement identiques d'enquête en enquête. Ce principe de base n'a cependant pas toujours été strictement suivi car l'évolution de la conjoncture environnementale a souvent exigé la modification du texte de certaines questions et la confection de nouvelles questions, impliquant, pour ne pas allonger le temps de réponse, l'abandon d'autres questions. Le tableau 1 suivant récapitule l'ensemble des questions identiques posées dans les 22 enquêtes.

[1] C'est sous ce nom qu'elle sera désignée dans ce rapport.

Tableau 1 Questions disponibles dans la base de données concaténée



Toutes ces questions ne seront pas utilisées dans ce rapport. Trois directions de recherche seront en effet privilégiées : d'une part l'analyse des questions relatives aux représentations du changement climatique et notamment les perceptions de ses causes, puis certaines questions portant sur l'acceptabilité de mesures de politiques publiques, enfin des questions concernant les pratiques individuelles déclarées. Dans cette perspective les questions suivantes seront utilisées :

Questions relatives aux perceptions du changement climatique

Q 1 Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante aujourd'hui pour la France ? En premier ?
1. L'emploi

2. La sécurité des biens et des personnes
3. L'éducation et la recherche
4. Les inégalités
5. Le logement
6. Les impôts et taxes
7. La hausse des prix
8. L'immigration
9**. L'environnement / la transition écologique**
10.Les déficits publics et la dette de l'Etat
11. Les transports
12. La santé publique

Q 2 Je vais vous citer un certain nombre de problèmes environnementaux. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants ?
En premier ?
1. La pollution de l'air
2. La pollution de l'eau
3.Le bruit
4. Les risques du nucléaire
5. Les déchets ménagers ou plastiques
6. La dégradation de la faune et de la flore, de la biodiversité
7.**L'effet de serre / le réchauffement climatique**
8. La dégradation des paysages
9 Aucun

Q 3 On parle de l'augmentation de l'effet de serre qui entraînerait un réchauffement de l'atmosphère de la Terre.
A votre avis, est-ce plutôt...
1. ...une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord ?
2. ...**ou bien une certitude pour la plupart des scientifiques ?**

Q 4 On entend parfois des critiques contre les scientifiques qui étudient les évolutions du climat, disant qu'ils exagèrent les risques du changement climatique. D'autres disent au contraire que les scientifiques évaluent correctement les risques du changement climatique.
Quelle est votre opinion à ce propos ?
1. Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques du changement climatique
2. **Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques du changement climatique**

Q 5 De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?
1. **Les désordres du climat et de leurs conséquences (tels que les canicules, les tempêtes, les sécheresses et les inondations plus fréquentes et plus sévères, la fonte des glaciers, l'élévation du niveau des mers, etc.) sont causés par le changement climatique**
2. Les désordres du climat et de leurs conséquences (tels que les canicules, les tempêtes, les sécheresses et les inondations plus fréquentes et plus sévères, la fonte des glaciers, l'élévation du niveau des mers, etc.) sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu
3. Aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons des désordres du climat

Q 6 La plupart des scientifiques affirment que le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines, mais certains scientifiques affirment au contraire qu'il s'agit uniquement d'un phénomène naturel qui a toujours existé. Vous-même, qu'en pensez-vous ?
1. **Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines**
2. Il s'agit uniquement d'un phénomène naturel qui a toujours existé

Q 7 De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ?
1. Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour limiter le changement climatique
2. **Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour limiter le changement climatique**

3. C'est aux Etats de rechercher un accord au niveau mondial pour limiter le changement climatique
4. Il n'y a rien à faire, le changement climatique est inévitable.

Questions relatives à l'acceptabilité d'une série de mesures

Je vais vous citer des mesures destinées à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles vous me direz si elle vous semblerait très souhaitable, assez souhaitable, pas vraiment souhaitable ou pas du tout souhaitable.
1.Très souhaitable
2. Assez souhaitable
3.Pas vraiment souhaitable
4.Pas du tout souhaitable

Q1 **Taxer d'avantage le transport aérien pour favoriser le transport par le train**
Q2 **Augmenter la taxe carbone**
Q3 **Développer les énergies renouvelables**

Questions relatives aux engagements personnels

Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre.
Pour chacune, dites-moi si...

1....vous le faites déjà
2. vous pourriez le faire assez facilement
3...vous pourriez le faire mais difficilement
4....Vous ne pouvez pas le faire

Q1 **Eteindre les appareils électriques qui restent en veille**
Q2 **Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture**
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26°C l'été
Q3 **Veiller à acheter des légumes de saison**

La base de données fournit enfin un certain nombre de variables d'appartenances socio démographiques, territoriales et culturelles dont le tableau 2 donne la liste.

Tableau 2 Variables indépendantes disponibles dans la base de données.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Genre																						
Age																						
Taille de commune																						
Code commune																						
Région																						
Département																						
Diplôme																						
Type d'habitat et statut propriété/ location																						
Revenu																						
Nb de persones au foyer																						
Mode de transport																						
Situation professionnelle (actif, retraité, chômeur etc.																						
Activité professionnelle																						
Partis politiques																						
Echiquier politique																						
Sympathie pour les mouvements écologistes																						
Désordres climatiques subis																						
Importance environnement																						

Là aussi une sélection de variables dites « indépendantes » ou « explicatives » a été opérée. Cette sélection repose sur les enseignements tirés des analyses réalisées dans ces vingt dernières années sur les enquêtes annuelles. Ne figurent pas ces traitements des variables dont les effets sont très peu significatifs tels que le nombre de personnes dans le foyer ou le revenu du foyer. Seront considérés ici :

- L'âge
- Le niveau d'études
- Les appartenances socio professionnelles
- La taille de la commune de résidence
- La proximité politique
- La sympathie pour les mouvements écologistes
- Le sentiment d'avoir subi les conséquences du changement climatique
- La localisation géographique (région, département)

Ce rapport s'organise en trois parties :

1 L'espace social : une analyse fine selon des variables socio-démographiques : âge, diplômes, catégories socio professionnelles, proximités politiques

2 L'espace temporel : la question des générations est ici analysée.

3 L'espace territorial : une analyse par localisation géographique : régions et départements

3. Principaux résultats concernant les enquêtes grand public

3.1 L'espace social : âge, diplômes, catégories socio professionnelles, proximités politiques

Dans les rapports annuels consacrées aux représentations sociales du changement climatique le mode d'explication de base a consisté tout d'abord à commenter les niveaux de réponse d'une question (comparés le plus souvent aux résultats obtenus les années précédentes), puis à rechercher les relations statistiques entre ces niveaux de réponses et une série de variables dites « indépendantes » telles que le genre, l'âge, la catégorie socio professionnelle, le niveau et le type d'études etc.

En règle générale cette mise en relation suffit à expliquer les logiques de fonctionnement des représentations sociales. Mais cette procédure, qui constitue le mécanisme de base des analyses de sociologie quantitative, se heurte souvent à deux obstacles majeurs. Le premier tient à la faiblesse relative des effectifs de certaines catégories de la population présentes dans les échantillons de 1000 ou 1500 individus de nos enquêtes. C'est le cas, par exemple, pour les niveaux d'études « CEP ou Sans diplôme » qui ne représentent dans la dernière enquête (2021) que 56 individus mais 1818 dans la base concaténée ou encore des agriculteurs dont le nombre dans chaque enquête est en général inférieur à 15 alors que dont 111 figurent dans la base complète. Le second obstacle tient à la difficulté d'observer simultanément l'effet produit par deux variables lorsque l'on a constaté que chacune d'entre elles produisait des variations sur les variables dites « dépendantes » c'est à dire « à expliquer ». On a ainsi souvent remarqué que l'âge, d'une part et le niveau d'études, d'autre part induisaient séparément des variations d'attitudes ou de comportement. Il reste à expliquer, par exemple, dans quelle mesure le niveau d'études exerce, ou non, des effets pour chacune des classes d'âge. On comprend que, pour vérifier ces effets conjoints, il est d'autant plus indispensable de disposer d'effectifs nombreux.

La base de données concaténée 2000-2021 permet le plus souvent de surmonter ces difficultés et cette partie du présent rapport permettra d'observer :

- En premier lieu des résultats de tris simples c'est à dire une variable indépendante triée par une série de variables dépendantes.

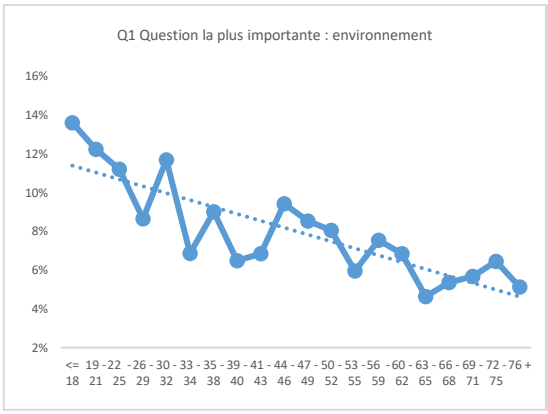
- Puis des tris d'ordre 2 c'est à dire mettant en relation simultanément deux variables indépendantes avec une série de variables dépendantes.

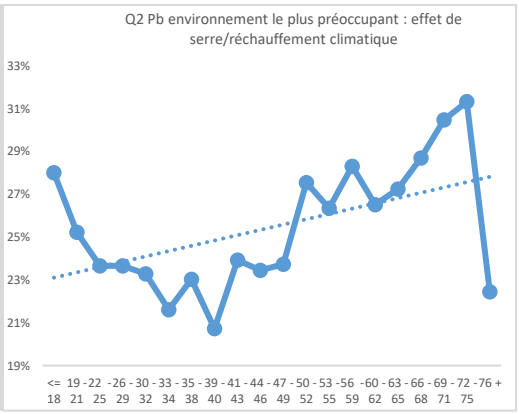
3.1.1 Perceptions des causes du changement climatique

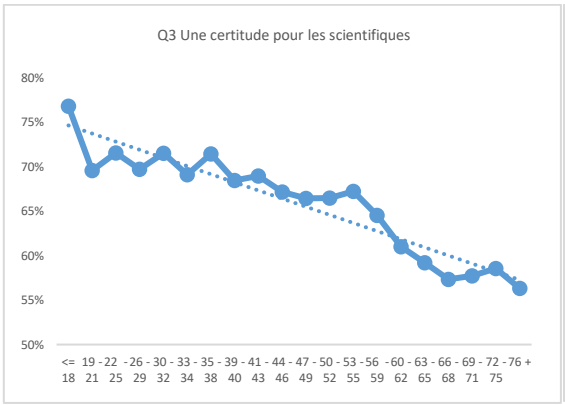
Variations selon l'âge, le niveau d'études, la catégorie socio-professionnelle et le parti le plus proche

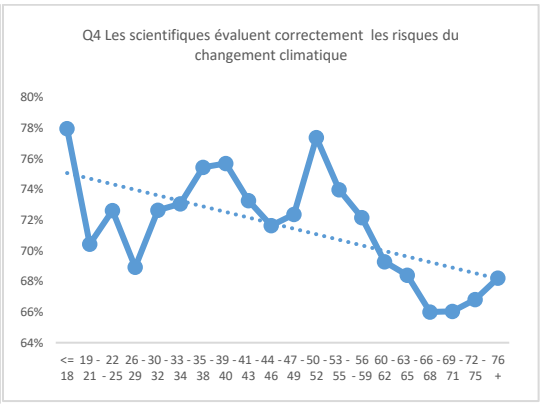
AGE

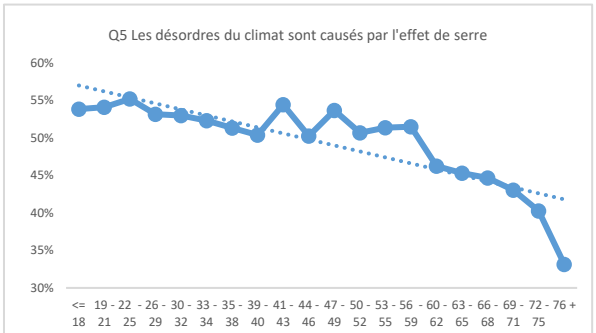
Graphique 1 Perceptions du changement climatique selon âge détaillé en centiles (20)

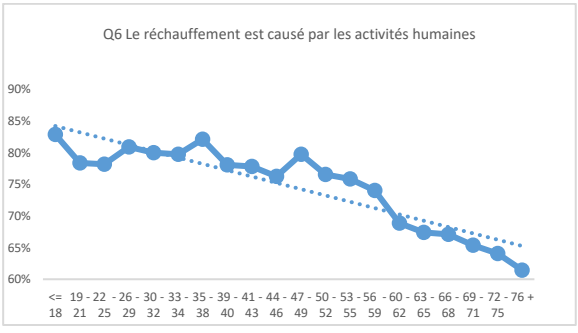


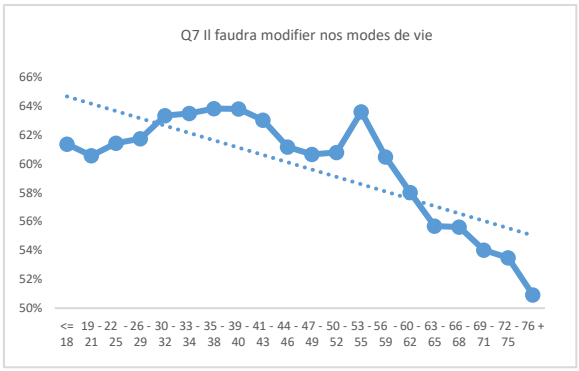








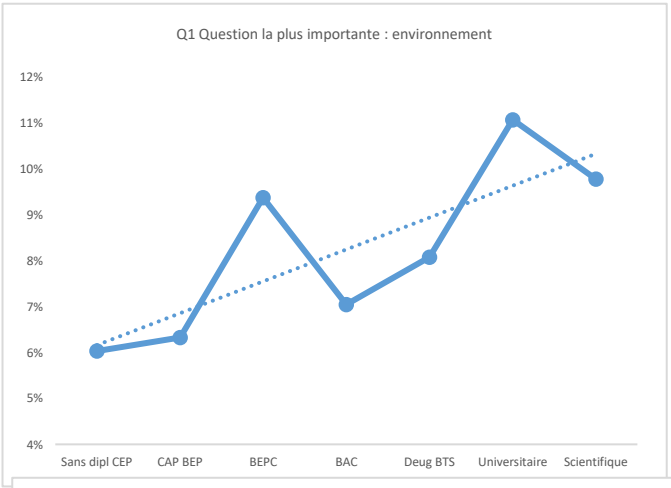


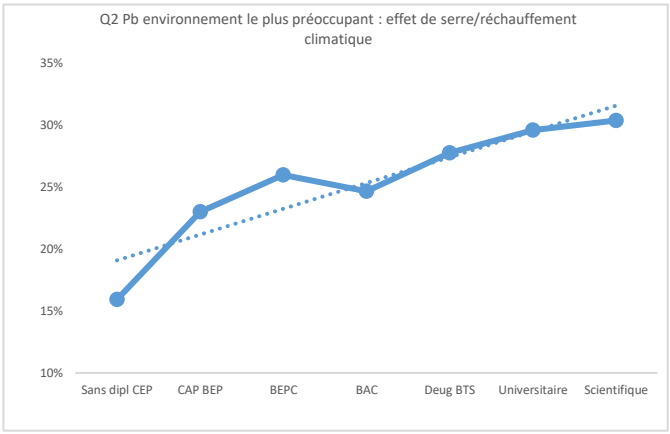


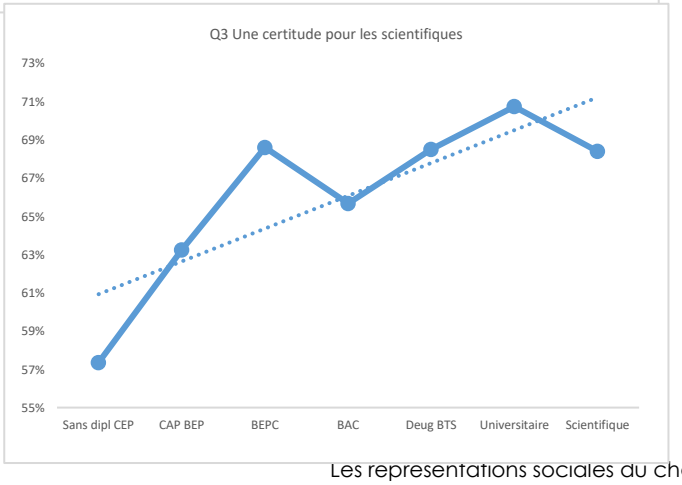
En ce qui concerne l'âge, (série de graphiques 1) une analyse détaillée après un regroupement des âges en 20 catégories d'effectifs égaux (centiles) fait apparaître des courbes assez régulières indiquant une **décroissance des convictions quant à la réalité du changement climatique et ses causes anthropiques à mesure que l'âge s'élève**. Seule exception notable à cette règle : l'identification de « l'effet de serre » ou « le changement climatique » comme préoccupation environnementale majeure ne suit pas une logique d'âge. En ce qui concerne le choix des solutions à adopter pour « limiter le changement climatique » il apparait que l'option de « modifier nos modes de vie » est stable jusqu'à la cinquantaine puis décroit sensiblement au-delà de 60 ans avec des réponses plus fréquentes estimant que « Le changement climatique est inévitable ».

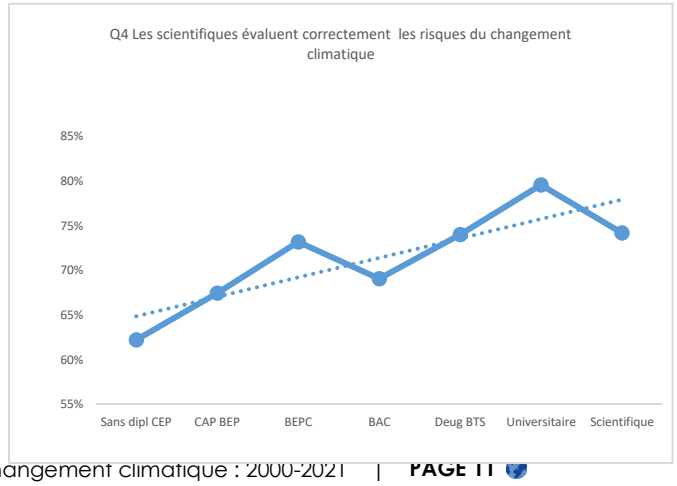
Niveau d'études

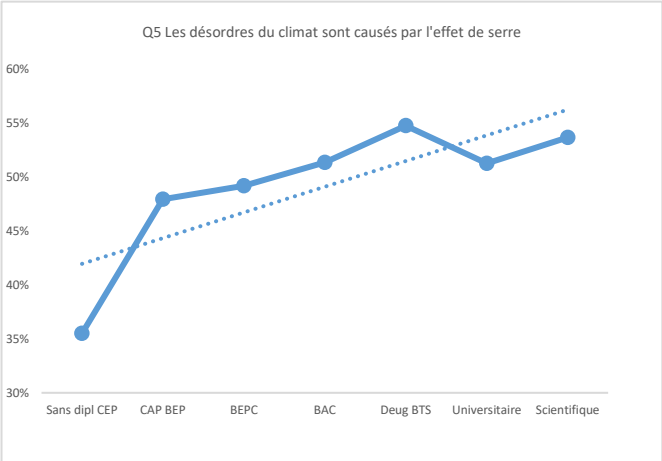
Graphique 2 Perceptions du changement climatique selon le niveau d'études

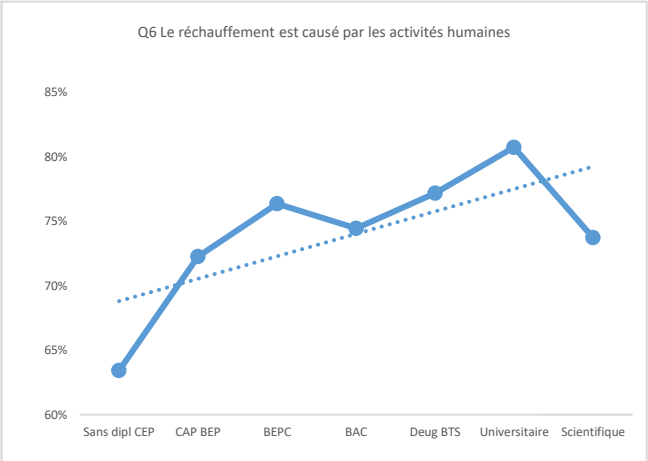


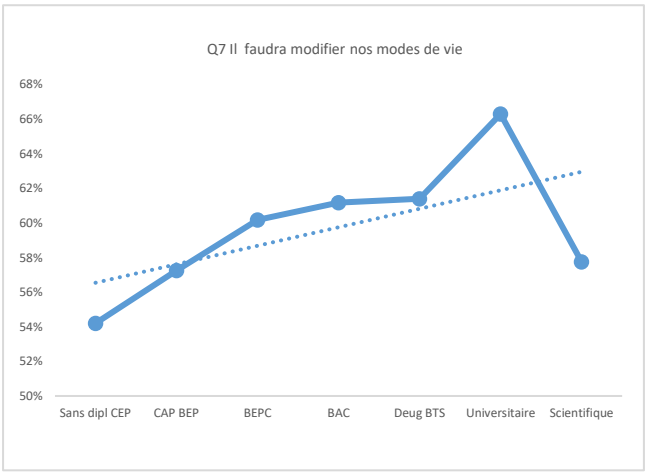












Le niveau d'études des personnes interrogées a toujours été considéré comme une variable très explicative des attitudes à l'égard du changement climatique avec une tendance à des **convictions et à des préoccupations plus marquées à mesure que ce niveau est élevé**. L'analyse de la base de données cumulées confirme très largement cette régularité comme le démontre la série de graphiques 2.

On s'est cependant interrogé à plusieurs reprises dans les rapports d'analyse annuels sur la spécificité du niveau d'étude « Supérieur scientifique » car dans certains cas, les personnes dotées de ce type de diplôme semblaient légèrement en retrait des niveaux supérieurs non scientifique. Toutefois compte tenu de la faiblesse des effectifs de ce type de diplôme dans les enquêtes annuelles aucune conclusion ferme n'avait pu être affirmée. Le cumul des données des enquêtes fournit des effectifs suffisants pour revenir sur cette question [2] . De fait l'analyse des questions utilisées ici confirme que pour la plupart des questions considérées ici (Q1, Q3, Q4, Q6, Q7), les personnes dotées d'un niveau d'études supérieur de type scientifique ont des convictions légèrement en retrait de celles de niveau universitaire non-scientifique. Cette spécificité pourrait signifier que, malgré la quasi-unanimité des scientifiques spécialisés dans les questions climatiques, la culture scientifique générale que nous mesurons ici demeure empreinte d'une posture de doute systématique.

[2] Au total on compte 1924 individus déclarant un niveau d'études de type « supérieur scientifique »

Catégorie socio-professionnelle

Dans la base de données cumulée on dispose d'une répartition de la population dans des catégories socio professionnelles détaillées en 31 catégories à partir de l'année 2014, soit pour 8 vagues d'enquête totalisant 12 223 individus. Ces effectifs sont suffisants pour analyser finement les réponses aux principales questions de l'enquête. Plutôt que de présenter un tableau complexe détaillant les réponses de 31 catégories à nos sept questions relatives aux perceptions du changement climatique, on a sélectionné pour chacune de ces questions, les dix réponses les plus significatives à la question du changement climatique pour les différents groupes socio professionnels

Tableau 3 Perception du changement climatique selon les catégories socio professionnelles (triées selon les ordres des 10 réponses les plus positives)

Q1 L'environnement/La transition écologique		Q2 L'effet de serre / le réchauffement climatique		Q3 …Une certitude pour la plupart des scientifiques ?		Q4 Scientifiques évaluent correctement les risques		Q5 Les désordres du climat et leurs conséquences (...) sont dus à l'effet de serre		Q6 Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines		Q7 Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie	
Instituteur et assimilé	17%	Instituteur et assimilé	39 %	Instituteur et assimilé	78 %	Instituteur et assimilé	81 %	Instituteur et assimilé	75 %	Instituteur et assimilé	87 %	Instituteur et assimilé	70 %
Elève, étudiant	17%	Ingénieur et cadre technique d'entreprise	38 %	Elève, étudiant	77 %	Elève, étudiant	80 %	Chef d'entreprise	73 %	Employé de commerce	86 %	Personnel des services directs aux particuliers	65 %
Professeur, profession scientifique	12%	Cadre administratif et commercial d'entreprise	35 %	Ingénieur et cadre technique d'entreprise	75 %	Encadrement santé et travail social	80 %	Employé de commerce	69 %	Elève, étudiant	84 %	Encadrement de la santé et du travail social	64 %
Profession intermédiaire de la santé et du travail social	11%	Ancien Cadre supérieur	34 %	Encadrement de la santé et du travail social	71 %	Ingénieur et cadre technique d'entreprise	77 %	Elève, étudiant	68 %	Professeur, profession scientifique	82 %	Profession intermédiaire de la santé et du travail social	64 %
Cadre de la fonction publique	11%	Professeur, profession scientifique	33 %	Cadre administratif et commercial d'entreprise	71 %	Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	76 %	Professeur, profession scientifique	67 %	Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	82 %	Elève, étudiant	64 %
Ingénieur et cadre technique d'entreprise	11%	Elève, étudiant	32 %	Employé de commerce	70 %	Profession de l'information, des arts et des spectacles	76 %	Employé administratif d'entreprise	65 %	Chauffeur	81 %	Cadre de la fonction publique	63 %
Technicien	10%	Contremaître, agent de maîtrise	32 %	Contremaître, agent de maîtrise	70 %	Contremaître, agent de maîtrise	75 %	Profession de l'information, des arts et des spectacles	64 %	Personnel des services directs aux particuliers	81 %	Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	63 %
Profession de l'information, des arts et des spectacles	10%	Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	32 %	Professeur, profession scientifique	70 %	Personnel des services directs aux particuliers	75 %	Professions libérales	63 %	Cadre administratif et commercial d'entreprise	81 %	Contremaître, agent de maîtrise	62 %
Encadrement de la santé et du travail social	10%	Ancien Ouvrier	32 %	Profession intermédiaire de la santé et du travail social	68 %	Employé administratif d'entreprise	75 %	Contremaître, agent de maîtrise	62 %	Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	80 %	Employé de commerce	61 %
Agriculteur exploitant	10%	Ancien Encadrement et Technicien	32 %	Employé civil et agent de service de la	68 %	Cadre administratif et commercial d'entreprise	75 %	Artisan	62 %	Profession de l'information, des arts et des spectacles	80 %	Employé administratif d'entreprise	60 %

				fonction publique									

Dans le tableau 3 ont été signalés en grisé les groupes socio professionnels appartenant à la catégorie d'ensemble des « Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social » (auxquels nous avons ajouté les Etudiants car ils ont des attitudes proches des enseignants) qui apparaissent très régulièrement comme les **plus concernés par la problématique du changement climatique et les plus convaincus de son caractère anthropique.** La fréquence d'apparition systématique en tête de notre classement **des instituteurs, et en second lieu des Etudiants** est remarquable. A un moindre degré, les « Professeurs » et les « Professions intermédiaire de la santé et du travail social » puis les « Professions de l'information, des arts et des spectacles » font également partie des groupes sociaux les plus concernés par la question du changement climatique. Les spécificités des professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social ont souvent été soulignées par la sociologie. Dans un ouvrage récent, Charles Gadéa en résume certains traits caractéristiques : « *En nous inspirant de cette perspective, nous pouvons distinguer un sous-ensemble des professions intermédiaires formé par les groupes professionnels dont l'activité concerne directement les humains, c'est-à-dire les enseignants qui éduquent mais qui, étant situés à la fin de la chaîne de production du savoir, appliquent des méthodes et suivent des programmes conçus par d'autres, les professionnels de la santé qui mettent en œuvre des protocoles de soin du corps humain sous l'autorité de cadres et de médecins, les travailleurs sociaux qui négocient avec les usagers le recours à des mesures d'aide choisies parmi les dispositifs existants* » [3]. Les caractéristiques soulignées par cet auteur, notamment le cœur d'activité concernant directement « les humains » concorde bien, semble-t-il, avec les préoccupations plus marquées pour les risques induits par le changement climatique.

A l'autre extrémité du tableau c'est à dire parmi **les professions les moins convaincues de la réalité du changement climatique on trouve les personnes appartenant aux catégories populaires ou aux classes moyennes** sans différences notables entre les professions indépendantes (agriculteurs, commerçants) et les salariés (employés, ouvriers).

Le classement des catégories socio professionnelles selon leur degré de sensibilité à la question du changement climatique correspond aussi pour l'essentiel aux pourcentages de « Sympathie pour les mouvements écologistes » (Tableau 4). Sur ce critère, on retrouve pour l'essentiel en tête de classement les mêmes catégories de professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social.

Tableau 4 Catégories socio professionnelles éprouvant le plus de sympathie pour les mouvements écologistes

	Sympathie pour les mouvements écologistes : Beaucoup + assez
Instituteur et assimilé	72%
Elève, étudiant	72%
Profession de l'information, des arts et des spectacles	66%

[3] Charles Gadéa : « Les professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social comme objet de recherche en sociologie des groupes professionnels » p107 dans Jean-Paul Cadet, Christophe Guitton « *Les professions intermédiaires. Des métiers d'interface au cœur de l'entreprise* » Armand Colin, 2013.

Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	63%
Technicien	63%
Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	62%
Professeur, profession scientifique	61%
Encadrement de la santé et du travail social	60%
Profession intermédiaire de la santé et du travail social	60%

Parti politique le plus proche

Tableau 5 Perceptions du changement climatique selon le « Parti le plus proche » (triées selon les ordres de réponses les plus positives)

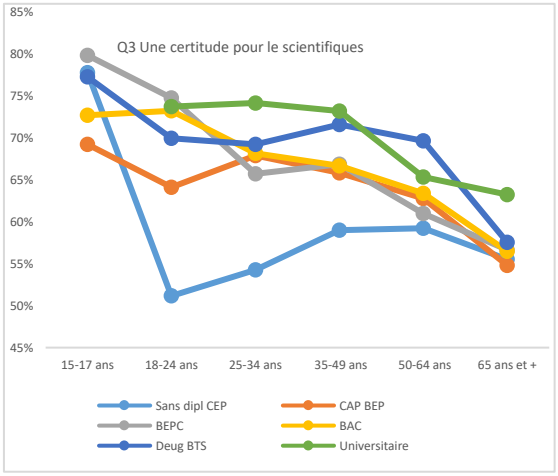
	Q1L'environnement/La transition écologique	Q2 L'effet de serre / le réchauffement climatique	Q3…Une certitude pour la plupart des scientifiques ?	Q4 Scientifiques évaluent correctement les risques	Q5 Les désordres du climat et leurs conséquences (...) sont dus à l'effet de serre	Q6 Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines	Q7 Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie
Europe Ecologie / les Verts	28%	29%	78%	85%	66%	88%	68%
Autres mouvements écologistes	29%	24%	72%	80%	62%	84%	66%
La République en Marche	9%	42%	74%	81%	69%	84%	64%
Le Parti Communiste ou La France Insoumise	12%	29%	70%	77%	64%	83%	61%
Le Mouvement Démocrate (MoDem)	8%	30%	68%	75%	52%	75%	61%
Le Parti Socialiste	6%	27%	70%	77%	53%	79%	60%
Je ne me sens proche d'aucune formation	7%	24%	65%	72%	52%	74%	57%
L'Extrême gauche (LO, NPA)	6%	20%	66%	78%	50%	77%	55%
UDI / Le Nouveau Centre	5%	24%	58%	65%	45%	68%	53%
Les Républicains	3%	26%	60%	63%	44%	65%	52%
Le Front / Rassemblement National	3%	19%	54%	57%	47%	67%	47%
Une autre formation	4%	23%	51%	62%	53%	65%	47%
Les Chasseurs	10%	10%	58%	49%	44%	67%	43%

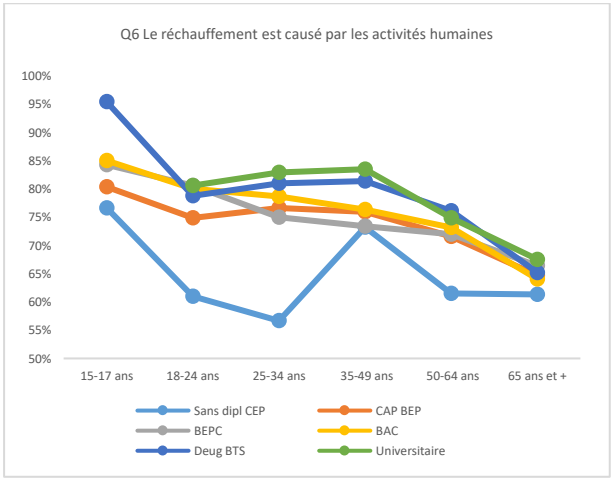
Le classement selon le « Parti le plus proche » sur les sept questions indiquant des préoccupations pour le changement climatique place sans surprise en tête : les sympathisants de l'écologie politique, puis ceux qui supportent « La République en Marche », les principaux partis de gauche (PC ou France Insoumise, PS) ou du centre (MODEM), les formations de droite et d'extrême droite (UDI, Républicains, Rassemblement National) et en dernier lieu « Les chasseurs ». Cet écart entre une gauche plus convaincue et une droite plus sceptique s'observe régulièrement dans ces enquêtes. On le constate aussi dans d'autres pays notamment aux Etats Unis où une différence très marquée sépare les Démocrates (convaincus) aux Républicains (sceptiques).

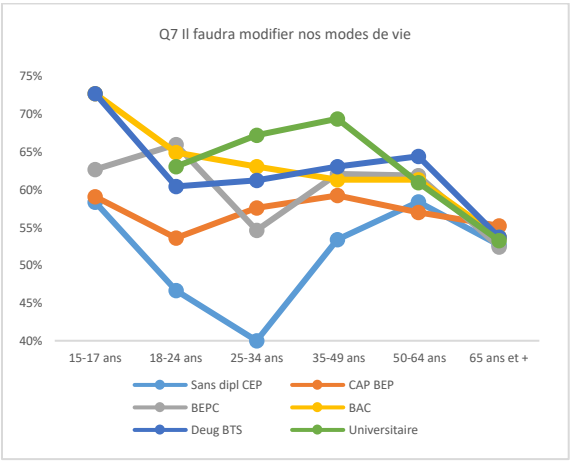
Age et niveau d'études

Les graphiques qui vont suivre complètent, et complexifient, ceux des pages 9 et 10 (graphique 1). Dans un premier temps on a montré comment l'âge, en catégories très détaillées, affectait les perceptions du changement climatique et conclu que le plus souvent, il y a des relations quasi linéaires entre ces deux variables. On a également établi que le niveau d'études produisait des variations du même ordre d'amplitude. Mais on sait d'autre part qu'âge et niveau d'études sont des variables très corrélées entre elles : globalement, les générations les plus anciennes ont, en moyenne, des niveaux d'études bien inférieurs aux générations les plus récentes. Il reste donc à analyser les effets conjoints des deux variables d'âge et de niveau d'études. C'est l'objet de la série de graphiques 3 qui présente, pour ne pas alourdir la démonstration trois questions (parmi les sept présentées plus haut) en fonction de l'âge (regroupé en six classes) et le niveau d'études (regroupé en six catégories).

Graphique 3 Perception du changement climatique selon âge et niveau d'études







Les trois graphiques ont des profils de réponse très semblables : au-delà de l'effet global lié à l'âge, le niveau d'études produit des différences d'attitudes notables. On vérifie d'abord que les personnes ayant poursuivi des études universitaires, d'une part et les « Sans diplôme ou CEP » forment bien les deux extrémités de la courbe.

Mais cet écart est beaucoup plus prononcé dans les classes d'âge moyennes (de 18 à 34 ans). En revanche les plus jeunes (15 - 17) se montrent plus préoccupés par le changement climatique avec de moindres différences selon le niveau d'étude, et à l'inverse, les plus âgés (65 ans et plus) se montrent plus sceptiques quels que soit leur niveau d'études.

3.1.2 Mesures souhaitables

Dans cette seconde sous-partie on examine les variations à une série de questions relatives aux mesures de politiques publiques considérées, ou non, comme « Souhaitables ».

Je vais vous citer des mesures destinées à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Pour chacune d'entre elles vous me direz si elle vous semblerait très souhaitable, assez souhaitable, pas vraiment souhaitable ou pas du tout souhaitable.

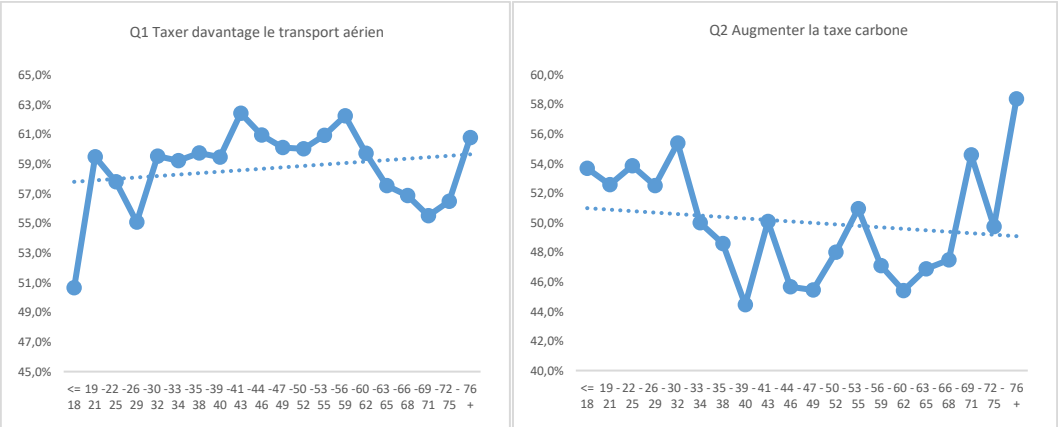
1.**Très souhaitable**
2.**Assez souhaitable**
3.Pas vraiment souhaitable
4.Pas du tout souhaitable

Q1 **Taxer d'avantage le transport aérien pour favoriser le transport par le train**
Q2 **Augmenter la taxe carbone**
Q3 **Développer les énergies renouvelables** [4]

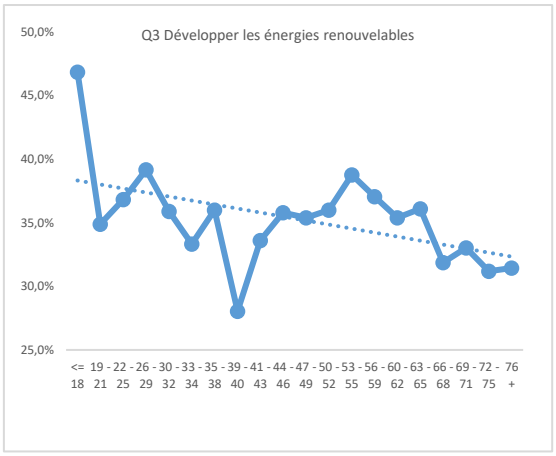
Variations selon l'âge, le niveau d'études, la catégorie socio-professionnelle et le parti le plus proche

Age

Graphique 4 Mesures souhaitables selon âge détaillé en centiles (20)



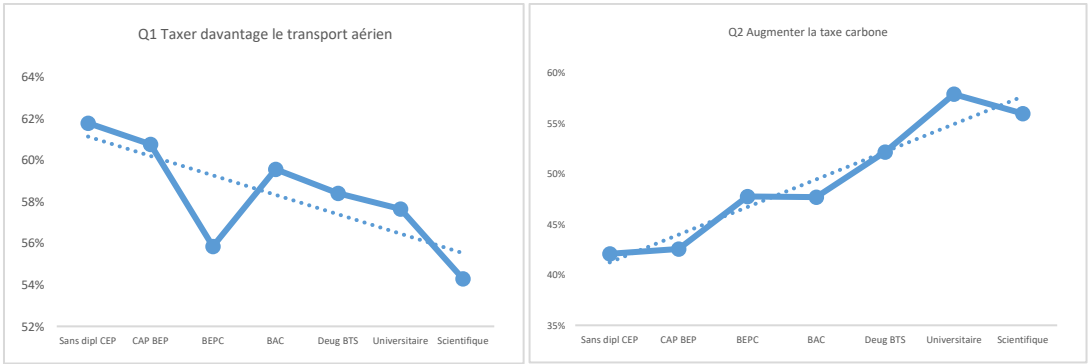
[4] Pour cette question compte tenu du taux d'approbation très élevé des réponses cumulées « Très + Assez Souhaitable » (83 %) on a choisi de considérer la réponse plus discriminante « Très souhaitable » (36 %)

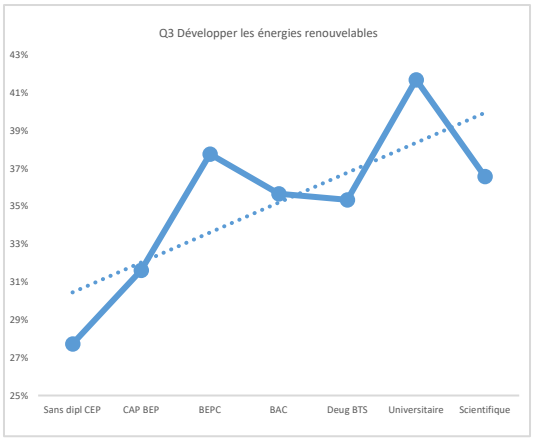


Les trois courbes liant âge et approbation de ces trois mesures présentent des profils assez singuliers. Les deux premières (transport aérien et taxe carbone) évoquent approximativement des courbes en U qui **rapprochent les plus jeunes et les plus âgés dans une approbation un peu plus marquée de ces mesures de politique publique alors que les âges intermédiaires y semblent moins favorables**. Une hypothèse d'interprétation pourrait être que les classes d'âge les plus jeunes et les plus âgées se sentent moins concernés que les classes intermédiaires par des mesures impliquant une restriction potentielle de l'usage de l'avion et de l'automobile. La troisième courbe, en revanche, se rapproche d'un profil plus connu impliquant que **les plus jeunes approuvent plus fermement le développement des énergies renouvelables**.

Niveau d'études

Graphique 5 Mesures souhaitables selon niveau d'études





L'analyse des réponses selon les niveaux d'études montre deux profils de courbe opposés : **l'approbation de la taxe carbone, et du développement des ENR va de pair avec l'augmentation du niveau d'études**, avec toutefois le même léger retrait des niveaux d'études universitaires scientifiques. A l'inverse **le fait de « taxer le transport aérien » est d'autant moins souhaité que le niveau d'études est élevé**. Il est probable que cette différence tient au fait que ces groupes sociaux sont des utilisateurs plus réguliers du transport aérien à la fois pour des raisons professionnelles et pour leurs loisirs. Comme dans le cas précédent concernant les perceptions des causes du changement climatique, on observe dans les trois cas une attitude un peu moins positive pour les personnes ayant poursuivi des études supérieures de nature scientifique.

Catégories socio professionnelles

Tableau 6 Mesures souhaitables selon les catégories socio professionnelles (triées selon les ordres des 10 réponses les plus positives)

Taxer davantage le transport aérien		**Augmenter la taxe carbone**		**Développer les énergies renouvelables**	
Profession de l'information, des arts et des spectacles	78%	Profession de l'information, des arts et des spectacles	78%	Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	46%
Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	67%	Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	70%	**Cadre** administratif et commercial d'entreprise	45%
Cadre de la fonction publique	67%	Professeur, profession scientifique	61%	Instituteur et assimilé	44%
Ouvrier retraité	66%	**Cadre** administratif et commercial d'entreprise	58%	Elève, étudiant	43%
Profession intermédiaire de la santé et du travail social	65%	**Cadre** de la fonction publique	58%	**Cadre** de la fonction publique	41%
Instituteur et assimilé	64%	Professions libérales	58%	Profession de l'information, des arts et des spectacles	41%
Ouvrier qualifié	63%	Cadre supérieur retraité	57%	Professions libérales	39%
Commerçant et assimilé	63%	Instituteur et assimilé	57%	Technicien	39%

Professeur, profession scientifique	62%	Elève, étudiant	56%	Employé civil et agent de service de la fonction publique	38%
Ouvrier non qualifié, spécialisé	62%	Ingénieur et **cadre** technique d'entreprise	54%	Professeur, profession scientifique	38%

Ici encore il apparait que les **professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social** font régulièrement partie des groupes sociaux qui **supportent le plus fermement ces mesures de politiques publiques** environnementales. Mais on trouve aussi parmi les partisans de ces mesures une fraction importante **des cadres**, notamment lorsqu'ils relèvent de la fonction publique. Au total les différences que nous enregistrons ici selon les professions sont moins marquées que dans les questions relatives aux perceptions du changement climatique examinées plus haut.

Parti le plus proche

Tableau 7 Mesures souhaitables selon le parti le plus proche (triées selon les ordres de réponses les plus positives)

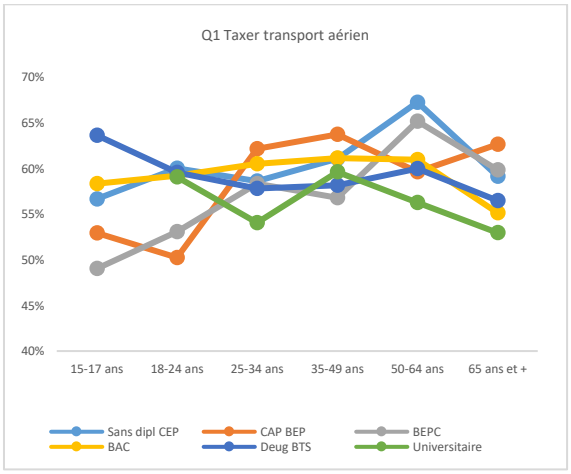
Taxer davantage le transport aérien		Augmenter la taxe carbone		Développer les énergies renouvelables	
Europe Ecologie / les Verts	74%	Autres mouvements écologistes	73%	Europe Ecologie / les Verts	60%
L'Extrême gauche (LO, NPA)	72%	Europe Ecologie / les Verts	73%	Autres mouvements écologistes	50%
Le Parti Communiste ou La France Insoumise	69%	La République en Marche	64%	Le Parti Communiste ou La France Insoumise	47%
Autres mouvements écologistes	69%	Le Parti Communiste ou La France Insoumise	61%	L'Extrême gauche (LO, NPA)	47%
Une autre formation	64%	Le Mouvement Démocrate (MoDem)	59%	La République en Marche	41%
La République en Marche	62%	Les Chasseurs	59%	Le Parti Socialiste	41%
Le Mouvement Démocrate (MoDem)	61%	Le Parti Socialiste	59%	Le Mouvement Démocrate (MoDem)	34%
Le Parti Socialiste	60%	L'Extrême gauche (LO, NPA)	53%	Une autre formation	33%
Le Front National	58%	UDI / Le Nouveau Centre	53%	Je ne me sens proche d'aucune formation	32%
Je ne me sens proche d'aucune formation	55%	Une autre formation	51%	UDI / Le Nouveau Centre	30%
UDI / Le Nouveau Centre	51%	Les Républicains	46%	Le Front National	29%

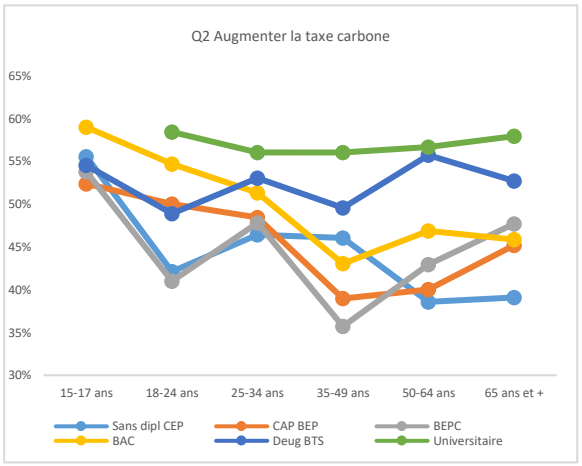
Les Républicains	50%	Je ne me sens proche d'aucune formation	42%	Les Chasseurs	29%
Les Chasseurs	44%	Le Front National	39%	Les Républicains	28%

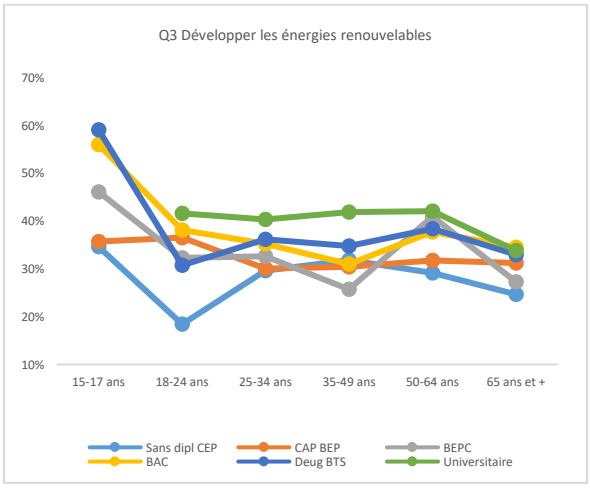
Les partisans de l'écologie politique sont évidemment les plus fervents partisans de ces mesures, suivis par le « Parti Communiste » (ou « LFI »), les personnes proches de la « République en Marche » se situant aussi parmi les plus convaincus.

Age et niveau d'études

Graphique 6 Mesures souhaitables selon l'âge et le niveau d'études







Sur ces trois enjeux, les analyses conjointes âge/niveau d'études montrent que la variable culturelle est au total plus explicative que la variable d'âge mais avec deux logiques distinctes. **Sur la taxation du transport aérien, les niveaux d'études supérieurs tendent, pratiquement à tout âge, à s'y opposer plus fréquemment**. Sur la question des ENR et plus nettement de la taxe carbone, la logique est inverse : pratiquement indépendamment de l'âge c'est un niveau d'études élevé (universitaire) qui conduit à une approbation plus fréquente.

3.1.3 Pratiques individuelles en faveur de l'environnement déclarées

Dans cette sous partie, nous reprenons les schémas d'explication utilisées plus haut en limitant les analyses à trois questions particulièrement discriminantes :

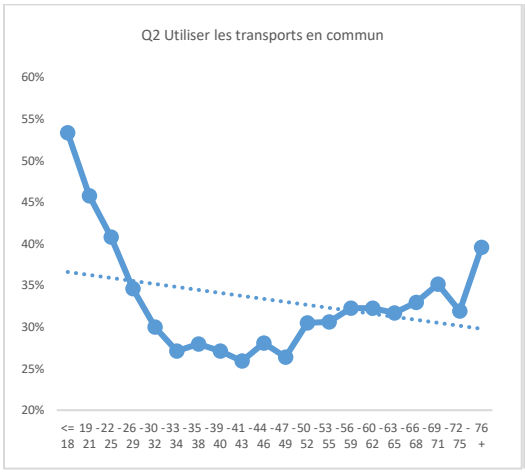
Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre.
Pour chacune, dites-moi si... **1....vous le faites déjà**

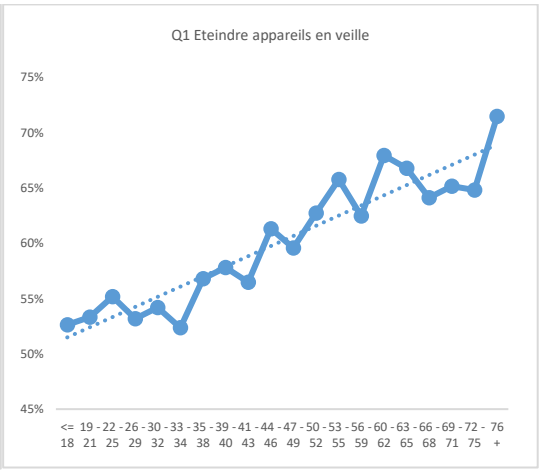
Q1 **Eteindre les appareils électriques qui restent en veille**
Q2 **Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture**
Q3 V**eiller à acheter des légumes de saison**

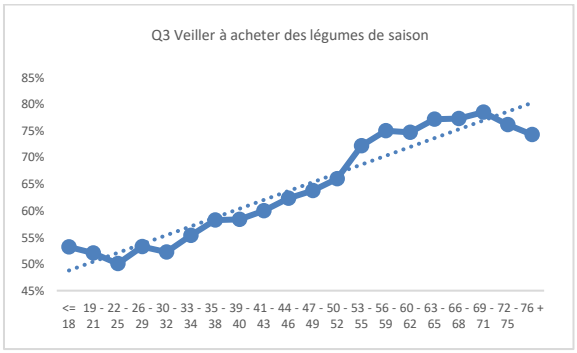
Variations selon l'âge, le niveau d'études, la catégorie socio-professionnelle et le parti le plus proche

Age

Graphique 7 Pratiques individuelles déclarées selon âge détaillé en centiles (20)







Deux des graphiques (Q1 et Q3) indiquent une structure analogue : la réponse positive croit régulièrement avec l'âge. Ce cas de figure correspond à une régularité qui a été analysée dans les rapports annuels : les personnes âgées sont relativement plus disposées à adopter des pratiques vertueuses. On a montré dans le rapport annuel 2021 que cette tendance correspondait souvent chez les personnes âgées, non à une inflexion de comportement récente sous l'effet de la conjoncture environnementale, mais à un comportement habituel attesté par le choix

de la réponse « Je le fais depuis toujours » plutôt que « Je le fais depuis un certain temps ». Ce choix semble alors plus motivé par des raisons économiques (éviter des dépenses) que par des motivations écologiques (limiter ses émissions de CO^2).

L**a propension à « Utiliser les transports en commun » suit une logique inverse : plus fréquente avant l'âge de 30 ans, beaucoup plus réduite et stable au-delà**. Il est clair que la tendance des plus jeunes à recourir aux transports en commun correspond à un moindre accès à l'automobile, sans doute pour des raisons de coût (permis de conduire, prix des véhicules). Il semble ici, qu'une fois ces obstacles matériels surmontés, la propension à éviter les transports en commun soit à peu près constante à mesure que l'âge augmente, avec, semble t-il un sursaut au-delà de 75 ans peut-être dû à la difficulté économique de posséder un véhicule ou au retrait de cette activité liée à la baisse de la maitrise de la conduite automobile.

Niveau d'études

Tableau 8 Pratiques individuelles déclarées selon le niveau d'études

	Eteindre les appareils électriques en veille	Utiliser les transports en commun	Veiller à acheter des légumes de saison
Sans diplôme CEP	70%	31%	68%
CAP BEP	62%	27%	65%
BEPC	60%	40%	62%
BAC	59%	32%	62%
Deug BTS	58%	30%	65%
Universitaire	59%	44%	67%
Scientifique	58%	37%	68%

Le niveau d'études n'induit pas de très fortes différences dans les niveaux d'engagement. On note cependant une **propension un peu plus marquée à l'économie d'énergie (appareils électriques) parmi les « Sans diplôme CEP » sans doute liée à des motivations économiques** et à l'âge moyen plus élevé de ce groupe (les plus âgés ayant moins de diplômes).

Catégories socio professionnelles

Tableau 9 Pratiques individuelles déclarées selon les catégories socio professionnelles (triées selon les ordres des 10 réponses les plus positives)

Eteindre les appareils électriques en veille		Utiliser les transports en commun		Veiller à acheter des légumes de saison	
Elève, étudiant	52%	Elève, étudiant	52%	**Retraité** Profession indépendante	90%
Profession de l'information, des arts et des spectacles	43%	Profession de l'information, des arts et des spectacles	43%	**Retraité** Cadre supérieur	79%
Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	40%	Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	40%	**Retraité** Encadrement et Technicien	76%
Cadre administratif et commercial d'entreprise	38%	Cadre administratif et commercial d'entreprise	38%	**Retraité** Employé	75%
Professeur, profession scientifique	38%	Professeur, profession scientifique	38%	**Retraité** Ouvrier	70%
Retraité Profession indépendante	36%	Retraité Profession indépendante	36%	Instituteur et assimilé	70%
Cadre de la fonction publique	34%	Cadre de la fonction publique	34%	Cadre de la fonction publique	70%
Professions libérales	34%	Professions libérales	34%	Chef d'entreprise de 10 salariés et plus	69%
Ingénieur et cadre technique d'entreprise	34%	Ingénieur et cadre technique d'entreprise	34%	Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	69%
Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	33%	Profession intermédiaire administrative de la fonction publique	33%	Encadrement de la santé et du travail social	69%

Deux logiques président aux classements sur ce critère : la première, déjà mentionnée plus haut (voir Tableau 3) souligne la **propension des professions intermédiaires de l'enseignement de la santé et du travail social à choisir plus fréquemment des comportements vertueux en cohérence avec leurs convictions plus marquées** quant à la réalité du changement climatique. La seconde logique, celle de l'âge, conduit les retraités à préférer l'achat de « légumes de saison » hypothétiquement pour des raisons économiques ou parce qu'ils disposent de davantage de temps pour aller au marché.

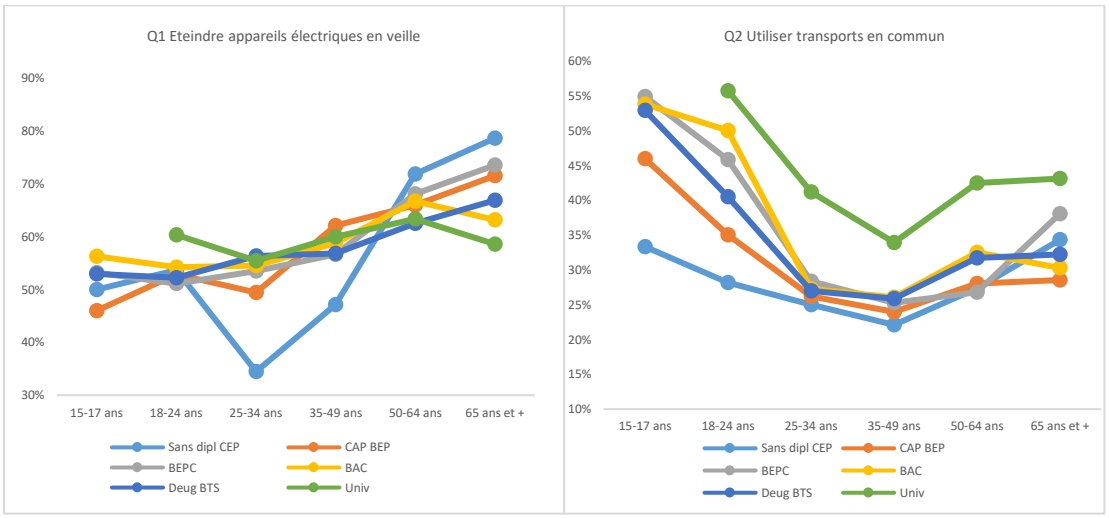
Tableau 10 Pratiques individuelles déclarées selon le « Parti le plus proche » (triés selon les ordres de réponses les plus positives)

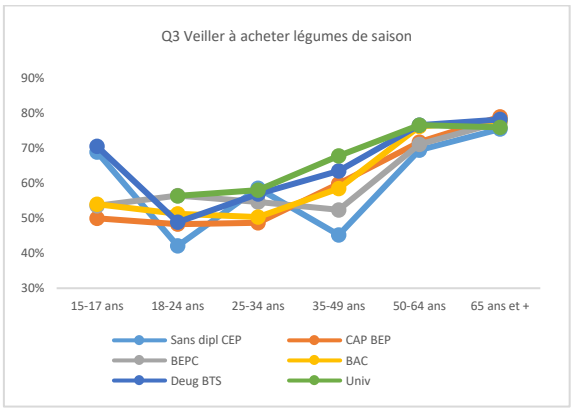
Eteindre les appareils électriques en veille		Utiliser les transports en commun		Veiller à acheter des légumes de saison	
Les Chasseurs	76%	Europe Ecologie / les Verts	44%	Europe Ecologie / les Verts	72%
Europe Ecologie / les Verts	67%	Autres mouvements écologistes	41%	Autres mouvements écologistes	71%
Autres mouvements écologistes	64%	L'Extrême gauche (LO, NPA)	40%	Le Parti Communiste ou La France Insoumise	70%
Le Parti Socialiste	62%	Le Parti Communiste ou La France Insoumise	40%	La République en Marche	69%
Les Républicains	61%	UDI / Le Nouveau Centre	37%	Les Républicains	68%
Le Mouvement Démocrate (MoDem)	59%	Le Parti Socialiste	36%	UDI / Le Nouveau Centre	65%
L'Extrême gauche (LO, NPA)	59%	La République en Marche	33%	Le Mouvement Démocrate (MoDem)	64%
Le Parti Communiste ou La France Insoumise	57%	Le Mouvement Démocrate (MoDem)	33%	Le Parti Socialiste	63%
UDI / Le Nouveau Centre	55%	Une autre formation	31%	Je ne me sens proche d'aucune formation	62%
La République en Marche	51%	Les Républicains	31%	Une autre formation	61%
Le Front National	55%	Je ne me sens proche d'aucune formation	30%	L'Extrême gauche (LO, NPA)	60%
Une autre formation	53%	Les Chasseurs	25%	Les Chasseurs	59%
Je ne me sens proche d'aucune formation	59%	Le Front National	24%	Le Front National	59%

On a montré plus haut (Tableau 5) que la sensibilité à la question du changement climatique était plus fréquente d'abord parmi les proches des partis écologistes, puis parmi les partisans de « La République en Marche ». Quand il s'agit de la propension à adopter des pratiques plus vertueuses, les résultats sont un peu différents : on retrouve sans surprise les partisans de l'écologie politique (et dans un cas des « Chasseurs ») en tête de ces choix, mais cette fois les proches de « La République en Marche » sont plus souvent en retrait et ce sont des formations de gauche (PS PC LFI) qui se situent en second.

Age et niveau d'études

Graphique 8 Engagements personnels selon âge et niveau d'études





Les trois graphiques indiquant les effets de l'âge, conjointement avec le niveau d'études, sur trois types d'engagements présentent des profils différenciés :

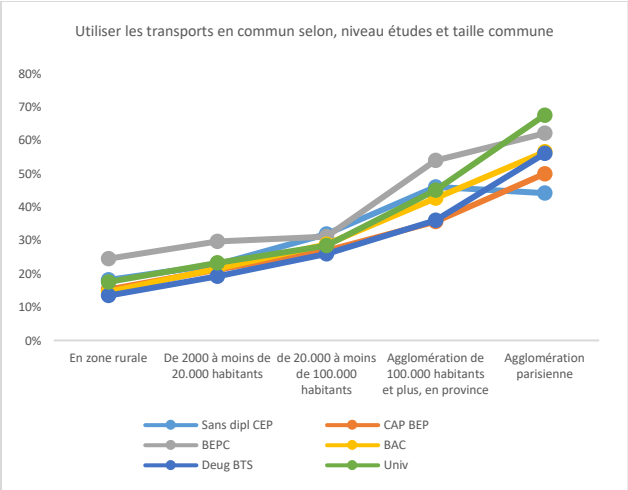
- Sur l'acte d'« **Eteindre les appareils électrique en veille** » il apparait que, pour **les plus âgés** (65 ans et plus) la réponse positive est plus fréquente pour les niveaux d'étude les plus bas, signe que, vraisemblablement, dans cette classe d'âge, ce sont les **préoccupations économiques qui déterminent la propension à modérer la dépense d'énergie**.

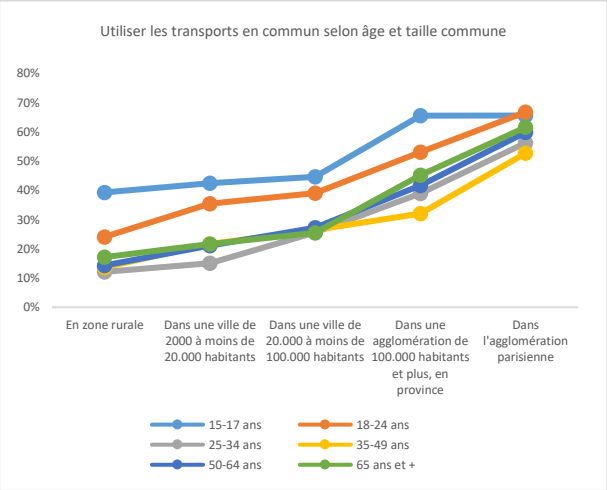
- Sur l'utilisation des transports en commun on note que **parmi les plus jeunes (moins de 25 ans) la propension à adopter ce mode de transport est étroitement lié à un niveau d'étude élevé**, cette tendance étant moins accusée alors que l'âge s'accroit.

- Sur la propension à **« Acheter des légumes de saison » le niveau d'études n'influence sensiblement les réponses que dans les classes d'âge intermédiaires (35-49 ans)** mais au-delà d'un certain âge (50 ans et plus) là où la propension à faire ce type d'économie est très élevée, le niveau d'études n'exerce pratiquement plus aucun effet.

Age Niveau d'études et taille de commune

Graphique 9 Utiliser les transports en commun selon taille de commune âge et niveau d'études





La propension à adopter des pratiques dites « vertueuses » dépend, on vient de le montrer, de facteurs socio démographiques et culturels. Toutefois, dans un cas, celui de l'usage préférentiel des transports en commun, la **disponibilité pratique de ce type de transports constitue un facteur structurel qui détermine largement les comportements**. Or cette disponibilité est en bonne partie liée à la taille de la commune : en milieu urbain, notamment les grandes villes, et plus encore dans l'agglomération Parisienne l'offre de transports en commun est beaucoup plus complète qu'en milieu rural. De fait dans les rapports annuels, on a toujours constaté que **le fait d'« Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture » était fortement corrélé à la taille de la commune**. On peut cependant se demander si, pour une même offre de transport, c'est-à-dire, pour une même taille de commune, l'adoption préférentielle de ce type de transport différait selon des facteurs socio-démographiques tels que l'âge ou le niveau d'études. Cette vérification qui n'était pas concluante faute d'effectifs suffisants dans les études annuelles, devient possible avec la base de données concaténées. Les graphiques 6 montrent comment la conjonction entre d'une part niveau d'études et taille de commune, de l'autre, âge et taille de commune affectent l'usage des transports en commun. On vérifie dans ces graphiques que **l'âge exerce un effet plus déterminant que le niveau d'études**. Plus précisément, le niveau d'études ne différencie nettement les comportements que dans l'agglomération Parisienne avec un choix plus marqué des transports en commun pour les niveaux d'études élevés. En revanche il apparait dans le second tableau que les plus jeunes (moins de 25 ans) choisissent plus souvent les transports en commun quelle que soit la taille de la commune, cette différence étant cependant moins accusée dans l'agglomération Parisienne.

3.2 L'espace temporel : la question des générations

3.2.1 Définitions

Le terme de « générations » est utilisé dans les sciences sociales pour désigner un ensemble de personnes nées la même année ou dans un intervalle d'années spécifique. Depuis les travaux du sociologue Karl Mannheim [5] on considère que l'appartenance d'un individu à une « génération » prend sens, lorsque que ceux qui font partie de telle ou telle génération ont en commun d'avoir vécu des évènements voire un « esprit du temps » qui créée chez eux une relative communauté d'idées, voire de comportements. On parle ainsi communément de génération des « Baby boomer », c'est à dire issue du Baby-boom (nés entre 1945 et 1965), de « Génération X » contemporaine de la mondialisation de l'économie et du déclin de l'impérialisme colonial ou encore de « Génération Y » (les milléniaux). Bien qu'il semble heuristique, le concept souffre évidemment d'une certaine imprécision. Comment choisir les « évènements » suffisamment déterminants pour créer une communauté de vues pour ceux qui l'ont vécu ? Sans doute peut-on soutenir que le vécu de la guerre et de son cortège de malheurs crée très probablement une forte identité. Mais peut-on parler avec la même assurance d'une « génération de mai 68 » ou d'une « génération des attentats de Charlie Hebdo ? » La deuxième difficulté tient à la question de l'âge auquel est vécu l'événement que l'on suppose marquant. On considère généralement que les évènements s'impriment plus aisément dans le vécu des individus lorsqu'ils surviennent pendant les années de formation, c'est à dire autour d'une vingtaine d'années. Hypothèse, là aussi, très incertaine. Dans le domaine que nous traitons ici, celui des représentations sociales du changement climatique, on peut aisément faire l'hypothèse que les générations les plus anciennes ont vécu avec les « Trente Glorieuses » une époque d'insouciance soutenue par l'idée de ressources naturelles infiniment disponibles. Cette période a symboliquement pris fin avec les alertes répétées sur les dégâts de la pollution, à la fin des années 60, puis avec la première « Conférence des Nations Unies sur l'environnement » (Stockholm 1972), et avec le débat autour de la publication du « Club de Rome » (1972). La création du GIEC (1988) est sans doute passée inaperçue mais la répétition de ses publications et les mobilisations politiques et médiatiques périodiques ont finalement créé, dans nos sociétés un espace de débat sur la question climatique. Initiées en 2000, les enquêtes de l'ADEME ont témoigné de cette progressive prise de conscience, par le public Français, de la question climatique. Mais peut-on pour autant, dans cette période fertile en changements, identifier des évènements créateurs d'effets de génération ? La base de données concaténées ADEME 22 fournit un instrument pour tenter de répondre à cette question.

Faute de disposer de critères indiscutables qui auraient permis de dessiner a priori des générations théoriques marquées par tel ou tel évènement environnemental ou climatique, on a dans un premier temps privilégié un critère statistique impliquant de disposer de générations regroupant un nombre à peu près identique d'individus. Pour remplir cet objectif, une fois créée la variable « année de naissance » [6], on a regroupé les individus en quintiles c'est à dire en cinq classes d'effectifs égaux. Ce regroupement avait cependant l'inconvénient de créer

[5] Karl Mannheim, Le problème des générations, Armand Colin, coll. « Hors Collection », 2011.

[6] Cette variable est créée pour chaque individu appartenant à une vague déterminée en soustrayant son âge de la date de la vague.

une seule classe pour la période la plus récente soit les individus nés de 1983 à 2006. Cette période étant évidemment cruciale pour la problématique climatique, on l'a finalement divisée en deux groupes d'années de naissance : 1983 à 1990 et 1991 à 2006. Au total on obtient la répartition en 6 classes suivante :

Années de naissance	Fréquence	Pourcentage	Agés de 20 ans
1 - 1909 - 1945 [7]	4084	15,5	Entre 1929 et 1965
2 - 1946 - 1957	5560	21,1	Entre 1966 et 1977
3 - 1958 - 1970	5867	22,3	Entre 1978 et 1990
4 - 1971 - 1982	5220	19,9	Entre 1991 et 2002
5 - 1983 - 1990	2867	10,9	Entre 2003 et 2010
6 - 1991 et +	2695	10,2	Entre 2011 et 2021
Total	26293	100,0	

La générations 1, la plus ancienne comprend à la fois à des personnes ayant vécu la période d'entre-deux guerres et des personnes nées après 1945. La seconde période regroupe des individus ayant essentiellement connu dans leur vingtième année des temps de prospérité économique et de faible chômage. La troisième période correspond à un net accroissement du chômage et à une relative visibilité de l'écologie politique [8] . La quatrième génération a eu 20 ans dans une période de relative stabilité économique, voire dans un contexte d'embellie économique lors du gouvernement de la « Gauche Plurielle » (1997 - 2002), malgré un taux de chômage désormais proche de 10 %. Enfin les deux dernières générations (5 et 6) ont grandi dans un monde où les alertes des climatologues ont conduit à des mobilisations politiques et médiatiques de plus en plus intenses.

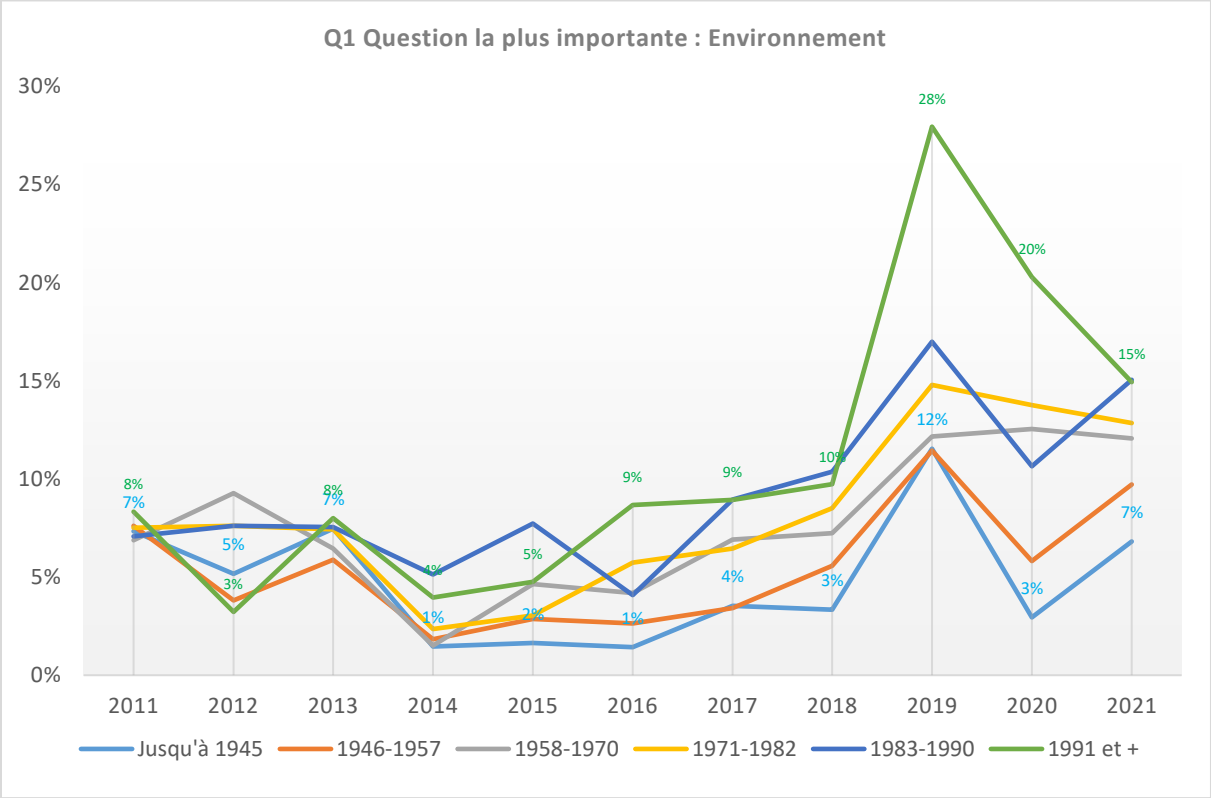
Les analyses fondées sur le critère des générations reprennent le schéma de la partie précédente, c'est à dire une série de tests concernant les « Perceptions des causes du changement climatique », les « Mesures souhaitables » et les « Engagements personnels » en les considérants simultanément selon les générations et selon les différentes vagues de l'enquête.

[7] Pour la génération 1 on a volontairement fixé une limite symbolique à la fin de la guerre, 1945.

[8] Pour mémoire : le parti des Verts est fondé en 1984, il recueille 10,6 % des suffrages aux élections européennes de 1989.

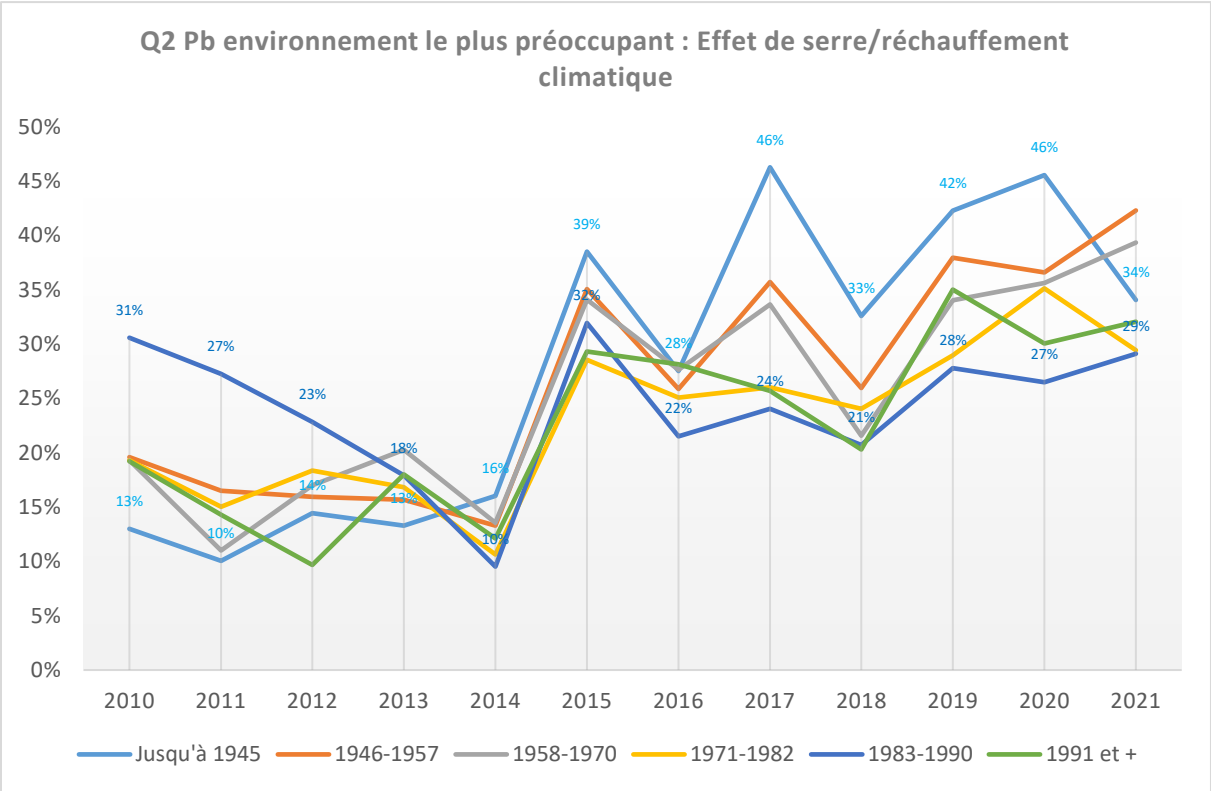
3.2.2 Perception des causes du changement climatique

Graphique 10 Question la plus importante : environnement, selon les générations et les vagues d'enquête



La question : « Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante aujourd'hui pour la France ? » a été posée dans les enquêtes ADEME depuis l'année 2011. Pour les trois premières vagues (2011 à 2013) on observe guère de différences de réponses « L'environnement » selon les générations. Mais à partir de 2014 on note que les deux générations les plus récentes (1983- 1990 et 1991 et +) se distinguent par une réponse « L'environnement » tandis que les plus anciens (génération Jusqu'à 1945) choisissent beaucoup moins fréquemment cette réponse. Sur ce critère, **l'écart entre générations anciennes et récentes s'accroit dans les enquêtes postérieures à 2018, un pic étant atteint en 2019**. Rappelons ici que l'année 2019 marque un moment important de mobilisation dont on trouve les effets dans les scores élevés obtenus par les listes écologistes lors des élections Européennes de mai 2019 (13,5 %).

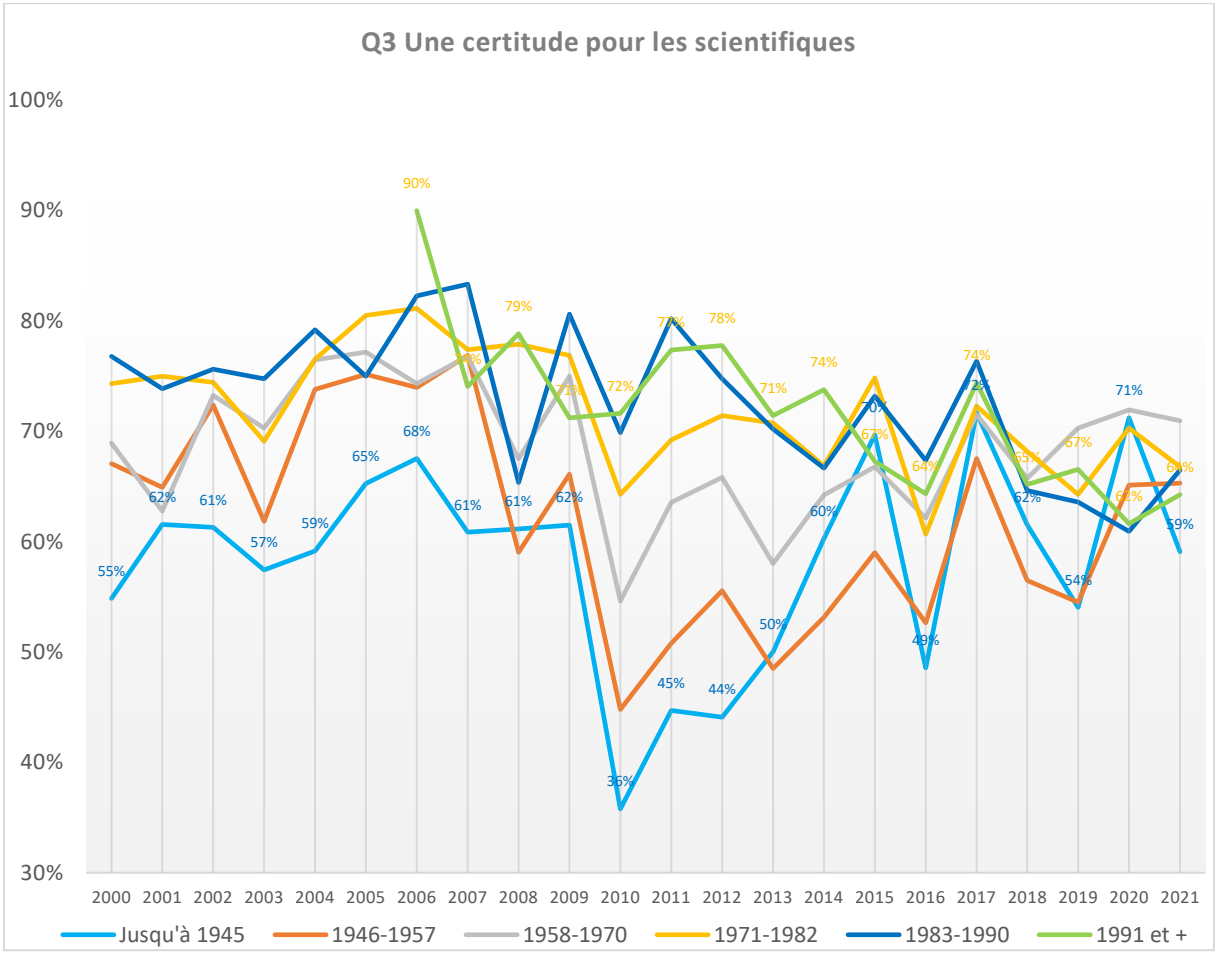
Graphique 11 Problème d'environnement le plus préoccupant selon les générations et les vagues d'enquête



La désignation de « L'effet de serre / le réchauffement climatique » comme problème le plus préoccupant, parmi les questions d'environnement s'est, globalement, considérablement accrue dans les dix dernières années. Le pic observé en 2015 précède de quelques mois[9] le déroulement à Paris de la COP21 (novembre décembre2015), peut-être la médiatisation préalable au déroulement de la conférence a-t-elle causé cette polarisation d'opinions. L'analyse de ces perceptions selon les générations montre un accroissement général de cette réponse mais elle donne aussi des résultats assez inattendus puisqu'à partir de 2015, ce sont plutôt les générations anciennes (Jusqu'à 1945 et 1946 -1957) qui privilégient la réponse « L'effet de serre / le réchauffement climatique ». Une recherche précise des enjeux privilégiées par les plus jeunes au détriment de cette réponse montre que les générations les plus récentes (1983 -1990 et 1991 et +) choisissent plus souvent que leurs anciens deux problèmes environnementaux : « Les déchets ménagers ou plastiques » et « La dégradation de la faune et de la flore, de la biodiversité ».

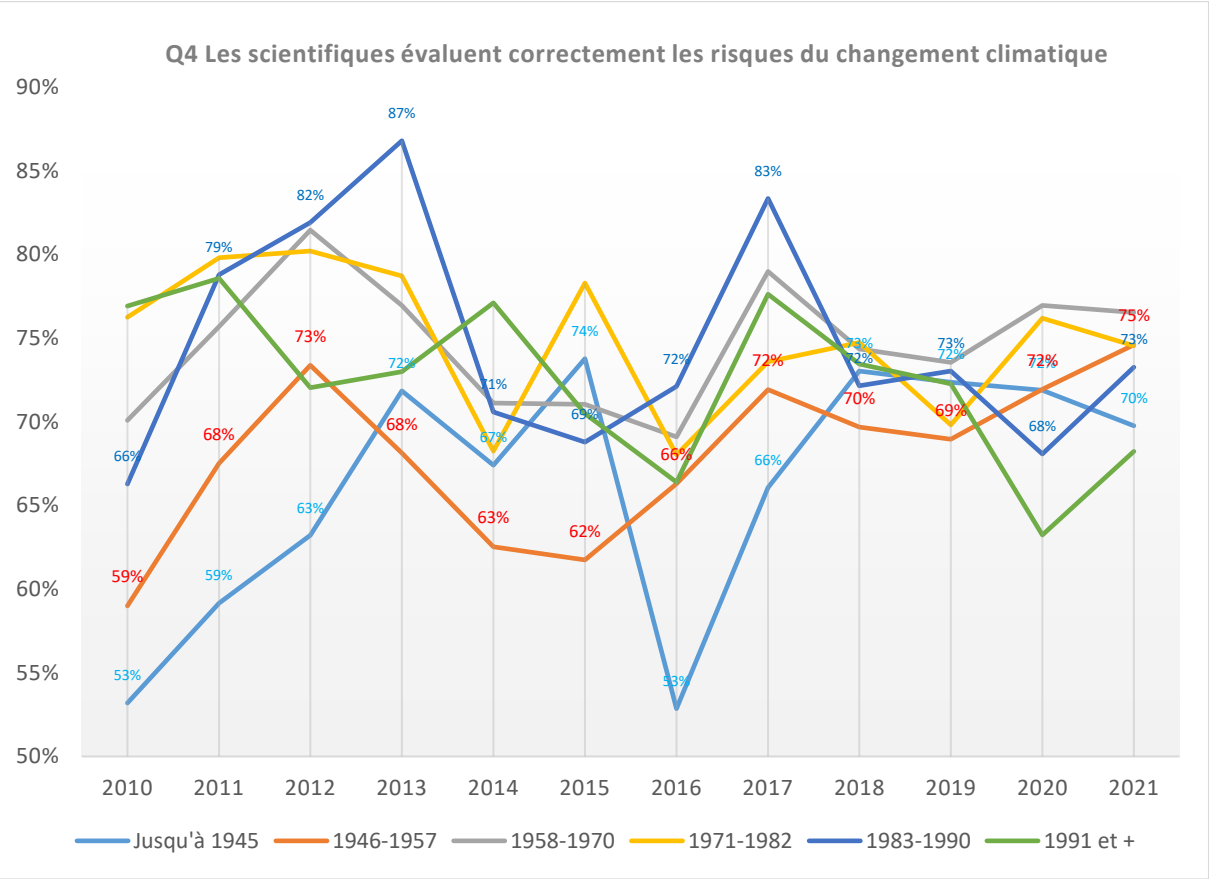
[9] Rappelons que les enquêtes ADEME ont lieu en règle générale dans la première moitié du mois de juillet

Graphique 12 « L'augmentation de l'effet de serre … une certitude pour les scientifiques selon les générations et les vagues d'enquête



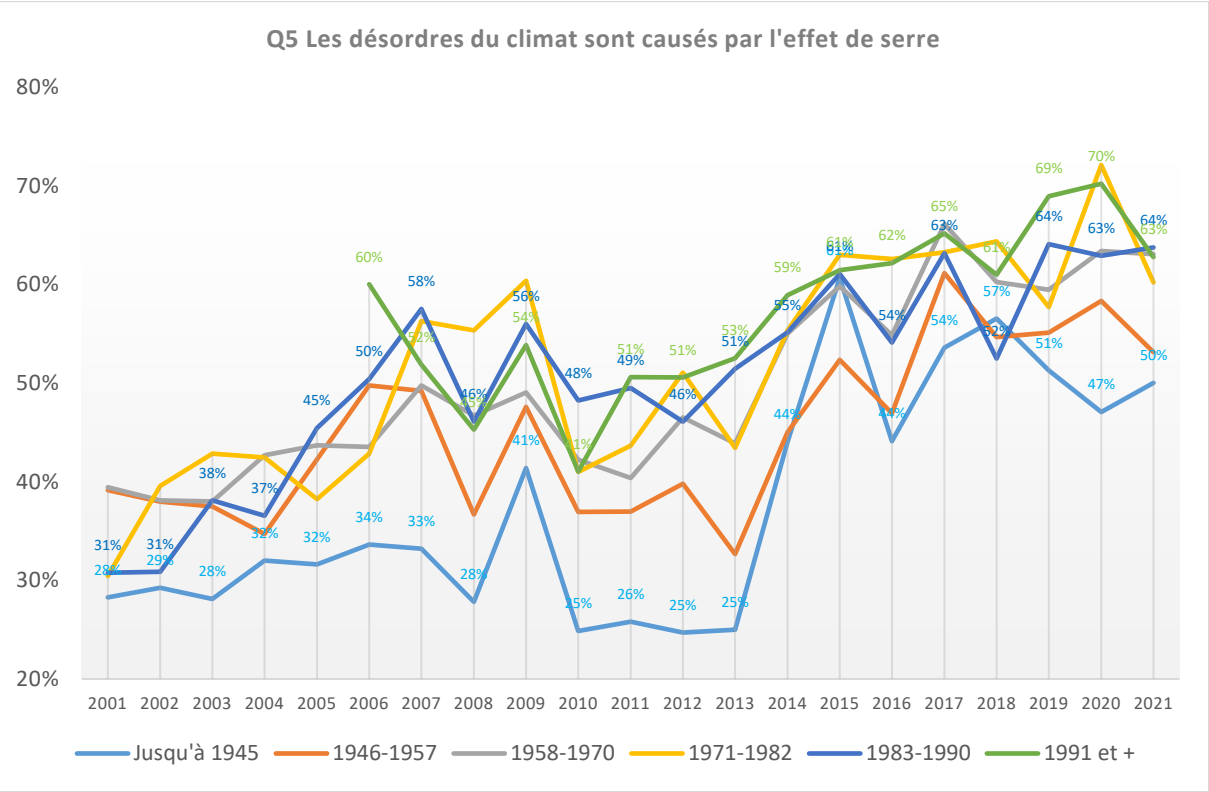
L'opinion selon laquelle « L'augmentation de l'effet de serre qui entraînerait un réchauffement de l'atmosphère de la Terre » est « Une certitude pour la plupart des scientifiques » a été testée dès le début de cette série d'enquêtes. Sur la longue durée, les enquêtes annuelles montrent que cette réponse a été assez constante sur la période (64 % en moyenne), avec cependant une **baisse considérable de cette opinion en 2010, suite à l'échec de la conférence de Copenhague (décembre 2009)**. Mais le graphique 12 démontre que cet accord général apparent masque des opinions très différentes selon les générations. **Les deux générations les plus récentes (1983-1990 et 1991 et plus) ont toujours affirmé plus nettement cette certitude**, à la différence de la génération la plus ancienne (Jusqu'à 1945). De plus la dépression observée en 2010 est beaucoup plus marquée pour cette même génération (36%). Une relative convergence des opinions entre générations ne tend à s'affirmer que dans les dernières vagues d'enquête (2020- 2021).

Graphique 13 Les scientifiques évaluent correctement les risques du changement climatique selon les générations et les vagues d'enquête



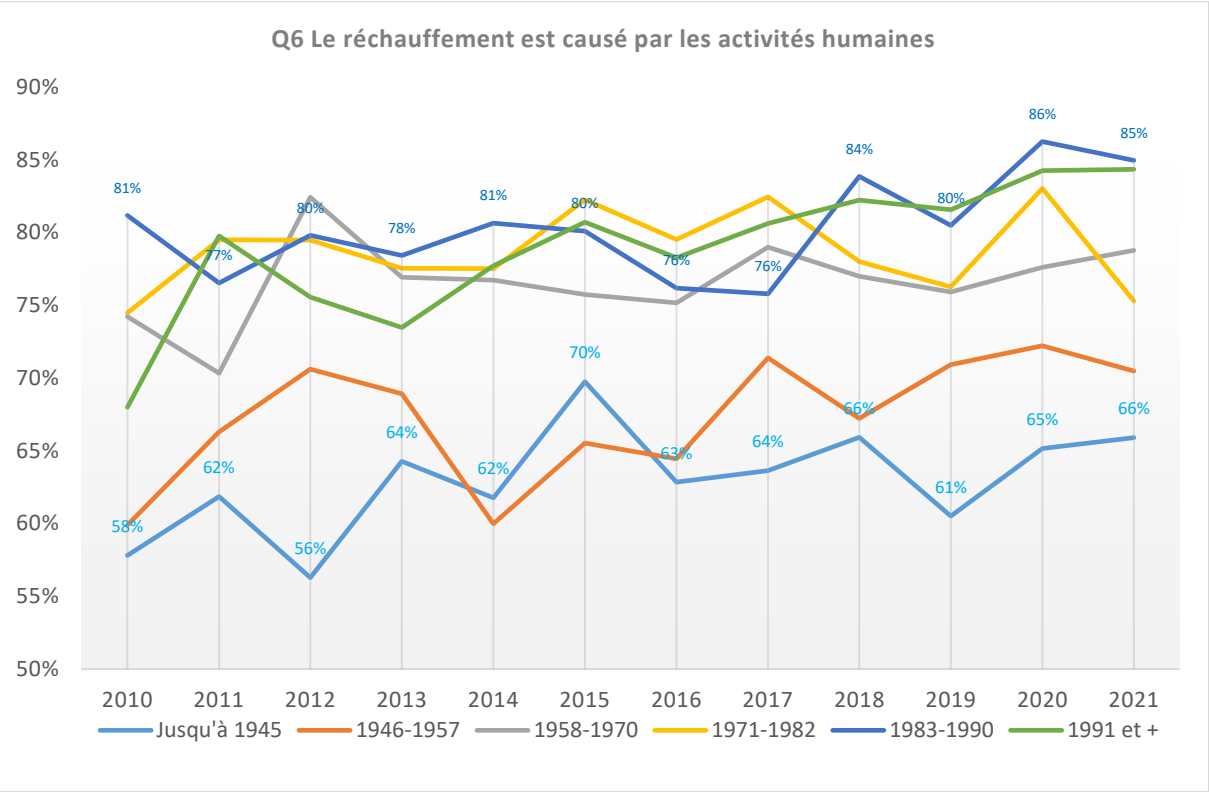
L'allure générale de la courbe représentant les inflexions de l'opinion selon laquelle « Les scientifiques évaluent correctement les risques du changement climatique » est complexe. Partant d'un niveau bas en 2010 (suite probable des polémiques ayant accompagné l'échec de la conférence de Copenhague), cette opinion prend de l'ampleur jusqu'en 2013. Elle subit ensuite une dépression dans les années 2014 à 2016, pour retrouver un niveau assez stable de l'ordre de 70 % par la suite. L'analyse par générations suit à peu près les mêmes lois que dans les graphiques précédents : les générations les plus récentes (1983 - 1990) se situent dans les pourcentages élevés du graphique et la génération la plus ancienne (jusqu'à 1945), à l'inverse dans les pourcentages les plus faibles.

Graphique 14 Les désordres du climat sont causés par l'effet de serre selon les générations et les vagues d'enquête



Dans les vingt ans qui séparent la première enquête (2001) de la plus récente (2021) les pourcentages de réponses admettant un lien de causalité entre effet de serre et désordres climatiques a considérablement évolué passant d'environ un tiers en 2001 à environ 60 % en 2021. A propos de cette opinion, Il y a toujours eu des écarts importants entre générations entre les moins convaincus (la génération née jusqu'en 1945) et les plus convaincus (1983 -1990 et 1991 et plus). Ces écarts étaient considérables jusqu'en 2013, ils se sont réduits par la suite, sans disparaitre pour autant dans les enquêtes les plus récentes

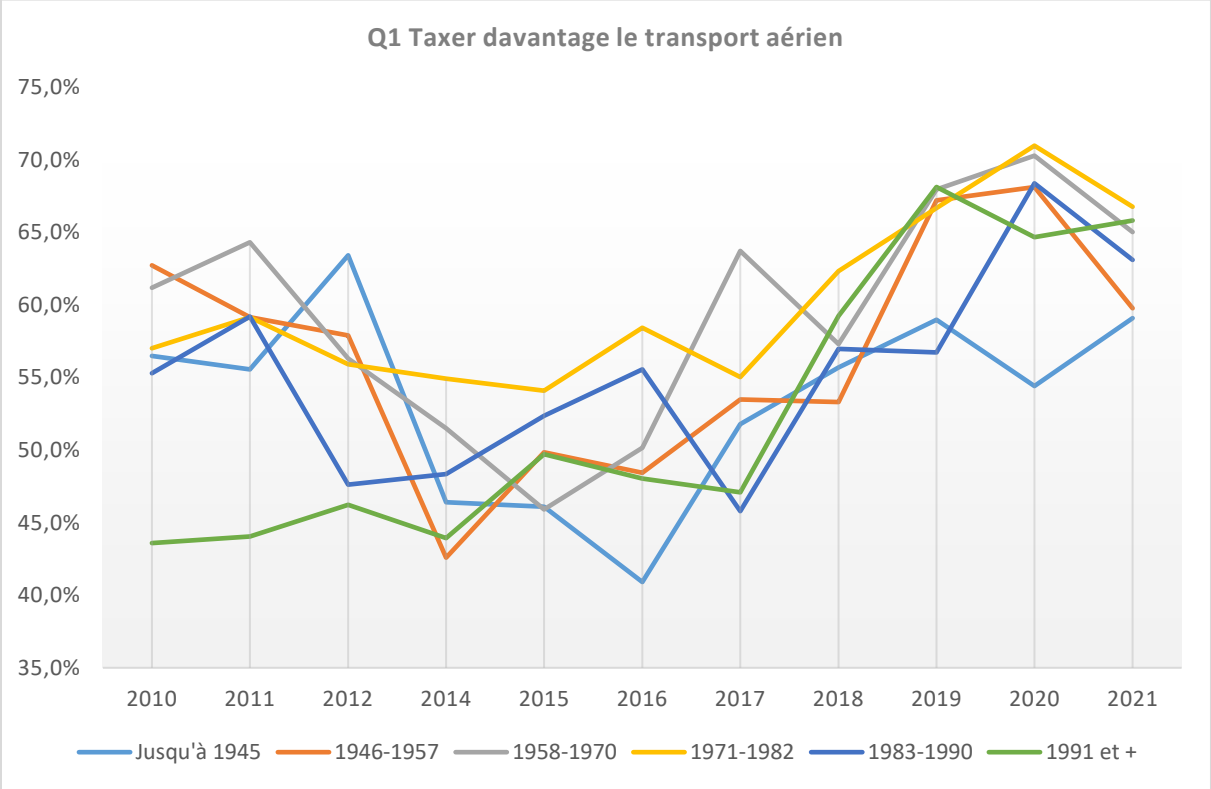
Graphique 15 Le réchauffement est causé par les activités humaines selon les générations et les vagues d'enquête



L'affirmation de la nature anthropique du changement climatique a augmenté de 10 points de pourcentage de 2010 (68 %) à 2021 (78 %). Mais l'analyse par générations montre que cette opinion n'a pas également pénétré toutes les générations, même dans les années les plus récentes. Globalement on observe une **coupure nette entre les deux générations nées avant 1958 (ayant donc 20 ans avant 1978) dont les pourcentages d'accord avec cette opinion se situent autour de 56 % à 70 % et les trois générations nées à partir de 1958 (ayant donc 20 ans à partir de 1978) et dont 76 % à 86 % partagent cette opinion.**

3.2.3 Mesures souhaitables

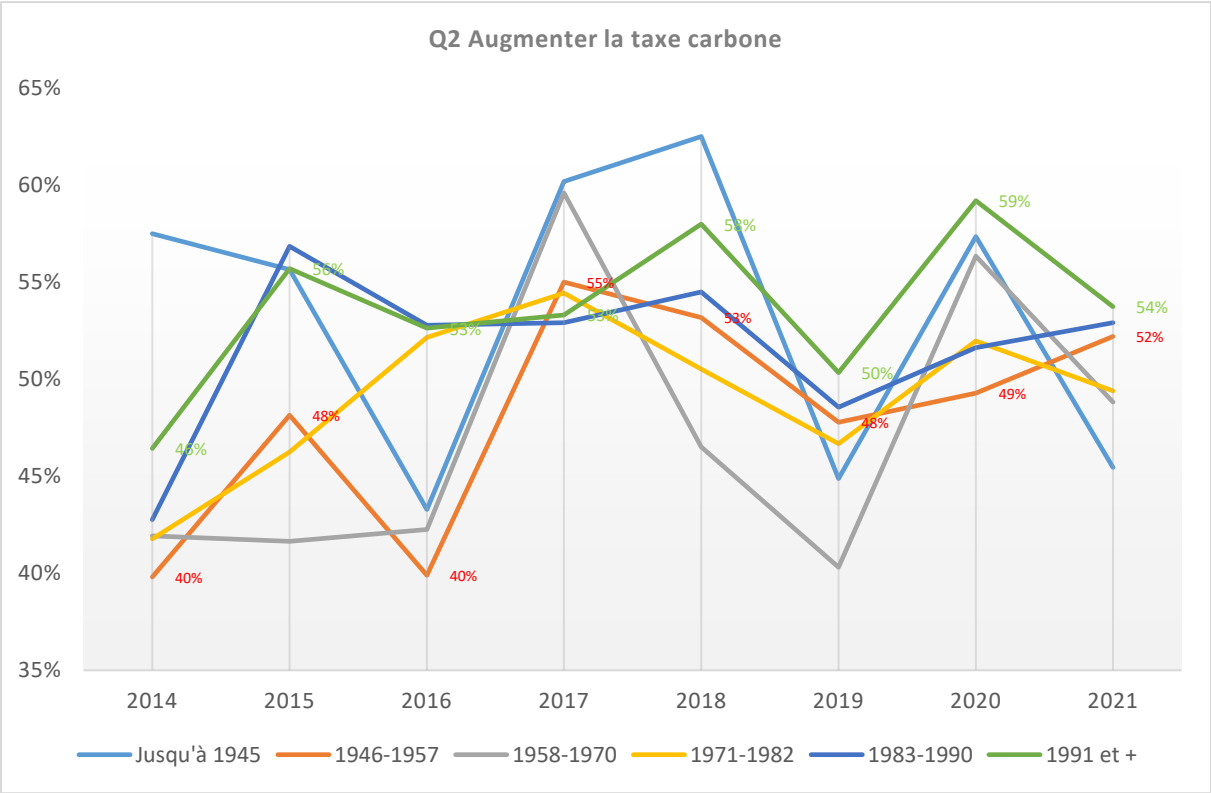
Graphique 16 Taxer davantage le transport aérien selon les générations et les vagues d'enquête



Le graphique 16 indique que la question de la taxation du transport aérien n'est pas liée de façon lisible à l'appartenance aux générations. On avait noté plus haut [10] que cette opinion n'était pas en relation avec l'âge mais qu'elle était en revanche corrélée négativement au niveau d'études [11] c'est à dire qu'elle était d'autant plus rejetée que le niveau d'études est élevé. On remarque en effet ici qu'en 2010, c'est la génération la plus récente (celle, qui possède en moyenne plus de diplômes que les générations antérieures) qui s'opposait le plus à cette mesure. Dans la dernière enquête (2021) les écarts entre générations sur cette question ce sont atténués.

[10] Voir page 17
[11] Voir page 18

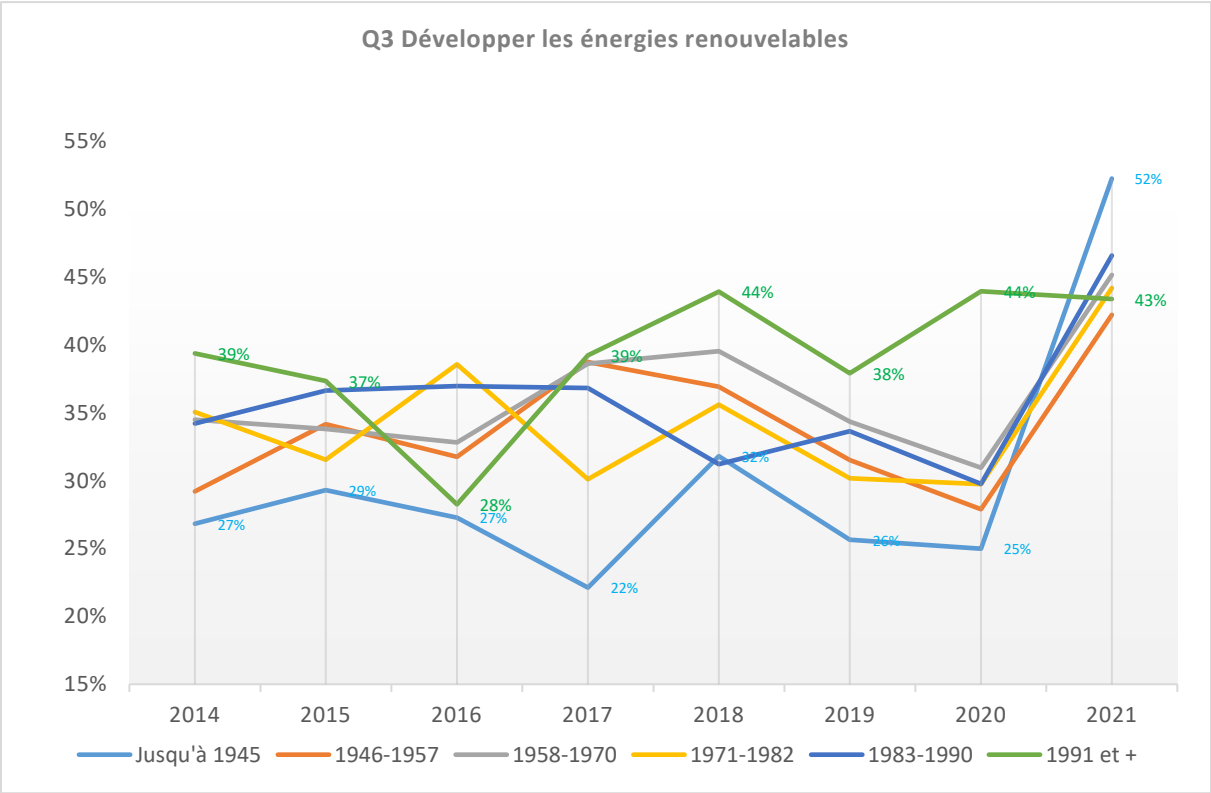
Graphique 17 Augmenter la taxe carbone selon les générations et les vagues d'enquête



Comme dans le cas précédent on a vu plus haut [12] que l'acceptation d'une augmentation de la taxe carbone était plus liée au niveau d'études qu'à l'âge. Mais ici la relation avec le niveau d'études est inverse : on partage d'autant plus cette opinion que le niveau d'études est élevé. L'effet génération est au total moins net que l'effet niveau d'études mais on constate néanmoins que **la génération la plus récente (1991 et plus) se situe le plus souvent en tête des opinions positives à l'inverse de la génération 1946-1957**. Il est intéressant de constater ici que la génération la plus réticente à l'augmentation de la taxe carbone soit précisément celle qui a connu, lors de ses vingt ans (entre 1966 et 1977) les temps de l'abondance et de la prospérité économique.

[12] Voir pages 17-18

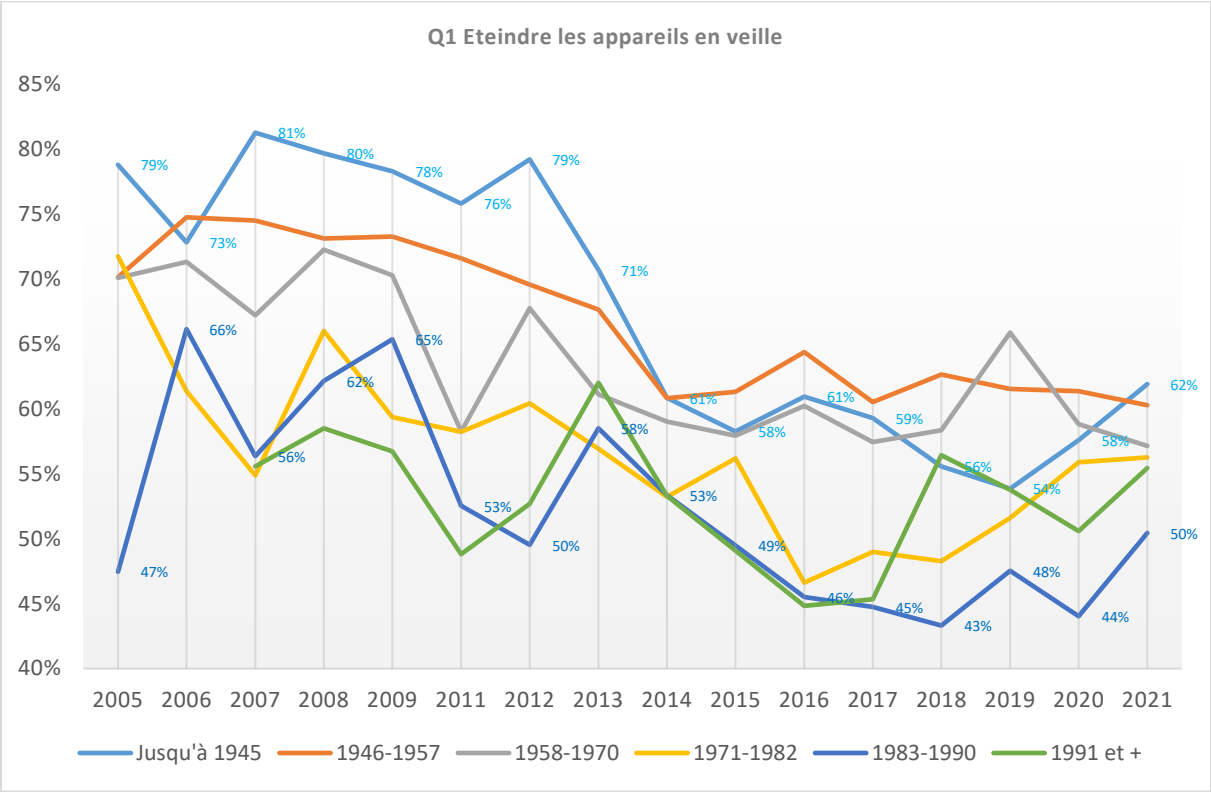
Graphique 18 Développer les énergies renouvelables selon les générations et les vagues d'enquête



Le souhait de « développer les énergies renouvelables a longtemps opposé **les générations, les plus récentes (1991 et plus) soutenant beaucoup plus fréquemment cette politique que les générations anciennes** (Jusqu'à 1945). Dans les dernières enquêtes, et surtout dans la plus récente (2021), **ces écarts tendent à s'atténuer fortement**.

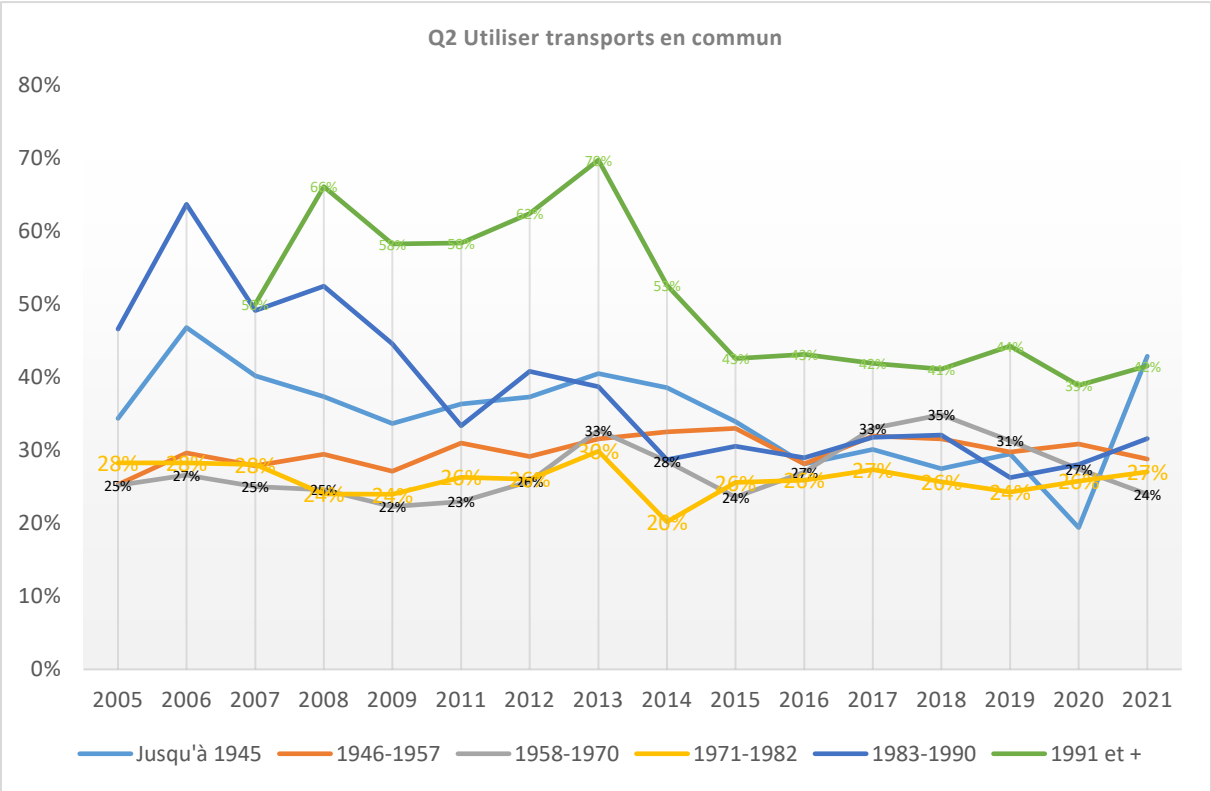
3.2.4 Pratiques individuelles en faveur de l'environnement déclarées

Graphique 19 Eteindre les appareils en veille selon les générations et les vagues d'enquête



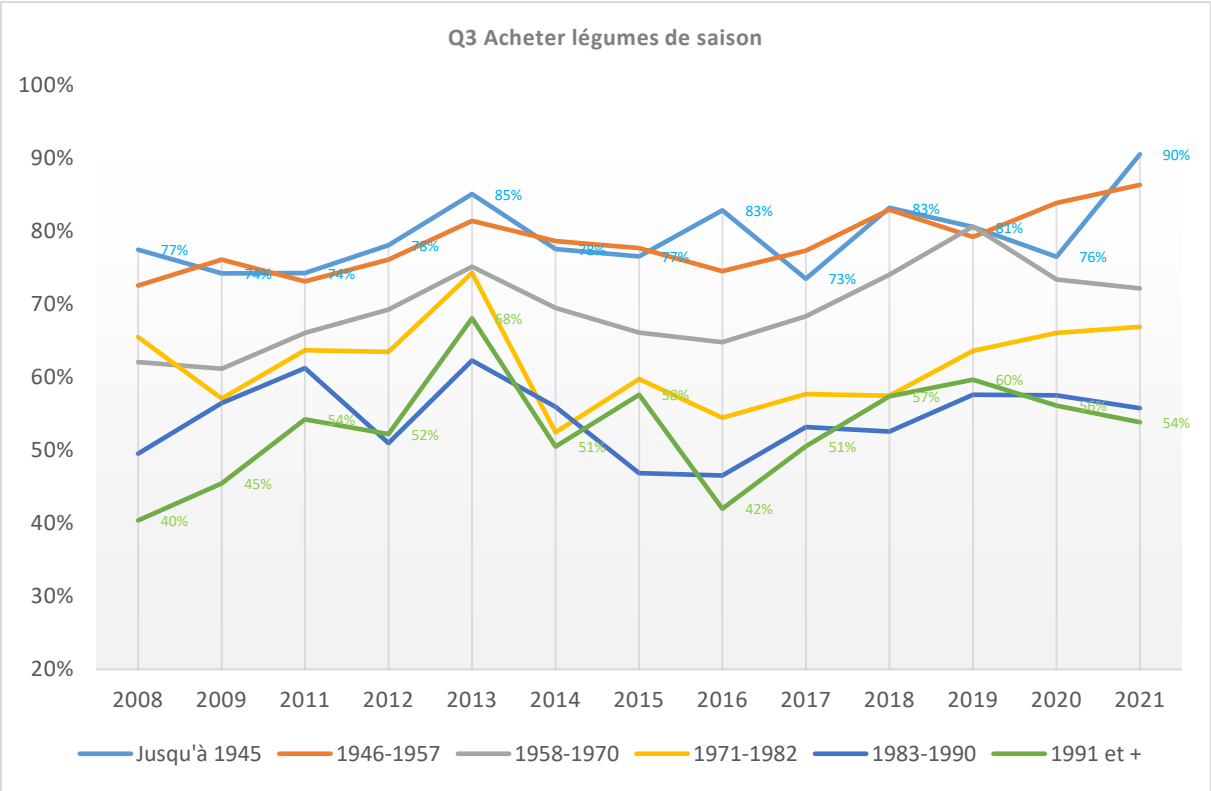
« Eteindre les appareils en veille » fait partie de ces actions qui intègrent simultanément une dimension d'économie au sens comptable (minorer la facture d'électricité, ne pas dépenser en vain) et une dimension de sobriété (contribuer à une diminution des dépenses énergétiques). Les enquêtes annuelles de l'ADEME ont démontré que les personnes âgées et les foyers les moins aisés étaient particulièrement sensibles à l'impératif d'économie au sens monétaire. C'est cette motivation que l'on retrouve dans le graphique 19. **Les deux générations les plus anciennes (Jusqu'à 1945 et 1946-1955) déclarent plus fréquemment un comportement économe, à l'opposé des générations les plus jeunes (1983-1990 et 1991 et plus).** Quant à l'évolution de ces attitudes sur la longue durée, Il faut ici distinguer les résultats des études effectuées par téléphone (jusqu'à 2013) et les études « en ligne » (à partir de 2014). On sait que la présence d'un enquêteur (même au téléphone) induit une tendance à répondre dans le sens de la « désirabilité sociale », contrairement aux enquêtes « en ligne » où l'interviewé n'a pas d'interlocuteur susceptible de « juger » ses réponses. Cette différence explique les pourcentages de réponses « vertueuses » beaucoup plus élevées dans les enquêtes administrées par téléphone. Au-delà de cet effet dû au mode d'administration des enquêtes, il reste que l'écart entre les comportements déclarés des générations anciennes et récentes reste à peu près constant dans la période.

Graphique 20 Utiliser les transports en commun selon les générations et les vagues d'enquête



Là aussi on observe un effet dû au mode d'administration du questionnaire, les réponses « vertueuses » étant moins fréquentes en l'absence d'un enquêteur (post 2013). Au-delà de ce phénomène, c'est très clairement la **jeune génération (1991 et plus) qui déclare le plus fréquemment « Utiliser les transports en commun ».** Les deux générations les plus réticentes sont celles de 1958 à 1970 et 1971 à 1982 soit des personnes ayant eu vingt ans entre 1991 et 2002. Peut-être les générations pour lesquelles l'usage de la voiture ne se heurtait pas aux mêmes objections qu'aujourd'hui ?

Graphique 21 Acheter des légumes de saison



« Veiller à acheter des légumes de saison » est beaucoup plus fréquent dans les générations anciennes (jusqu'à 1945 et 1946-1957, beaucoup plus rare dans les génération récentes (1991 et plus) et cet effet de génération est durable sur la période des enquêtes.

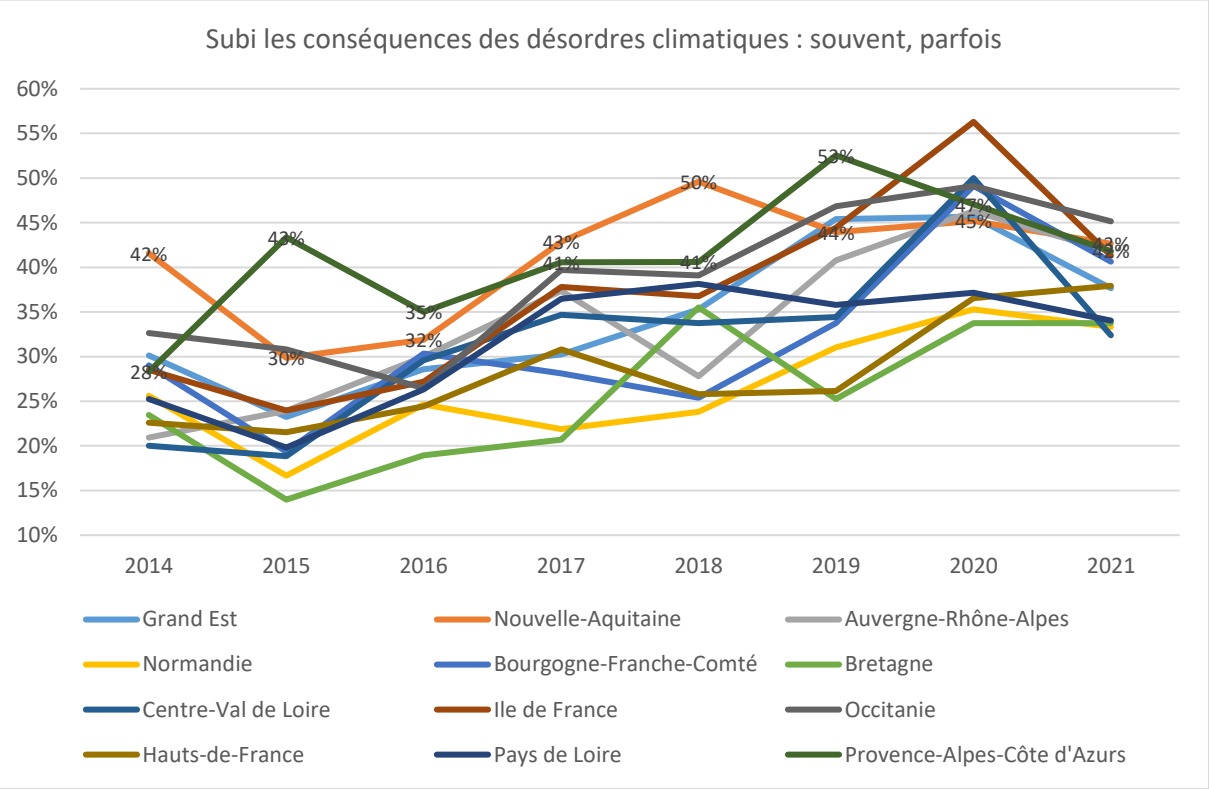
3.3 L'espace territorial : régions, départements

Dans quelle mesure l'appartenance à un territoire comme lieu de vie détermine-t-il des expériences spécifiques du changement climatique ? Ces dernières années, en France, certaines conséquences probables du désordre climatique ont frappé plus sévèrement, ou plus fréquemment certains territoires. C'est le cas, par exemple des incendies, ou des inondations. D'autres évènements ont touché presque également tout le territoire national, c'est le cas, par exemple de la tempête de décembre 1999 ou plus récemment de la canicule du mois de juillet 2022. Dans quelle mesure les populations que nous interrogeons dans les enquêtes ADEME annuelles ont-elles le sentiment de vivre dans une région « à risque climatique ». La question posée régulièrement depuis 2014 : « Là où vous habitez, avez-vous déjà subi les conséquences de désordres climatiques ? » a permis de montrer que le sentiment d'avoir subi « souvent » ou « parfois » ces désordres avait certaines conséquences en termes d'opinions sur la réalité du changement climatique. Mais cette mesure ne permet pas de déterminer les limites territoriales de ce sentiment. Peut-on penser que la répétition de désordres climatiques dans les limites approximatives d'un département ou d'une région tende à créer un sentiment de vulnérabilité relativement localisé à cet ensemble territorial ? Dans les enquêtes ADEME on dispose en premier lieu du code INSEE de la commune indiquant qu'au total plus de 3000 communes ont fourni des répondants aux enquêtes. Cette dispersion interdit de considérer la commune ou d'éventuels regroupements comme des échelons d'analyse pertinents. Mais ces codes ont été regroupés dans deux ensembles plus vastes : le département et les 13 régions métropolitaines. Le département présente des effectifs de répondants suffisants, à l'exception, on y reviendra de la Lozère (23 entretiens). Les régions métropolitaines fournissent aussi une base d'analyse possible à l'exception de la Corse faute d'effectifs suffisants (62 entretiens).

3.3.1 L'espace régional

Au niveau régional la question synthétique la plus pertinente est celle du sentiment d'avoir « Subi là où vous habitez les conséquences de désordres climatiques ».

Graphique 22 Sentiment d'avoir subi les conséquences des désordres climatiques selon la vague de l'enquête et la région d'habitat.



Posée depuis 2014 cette question a une courbe croissante : de 28 % en 2014 à 39 % en 2021, avec un pic de 46 % en 2020. Globalement les régions suivent cette règle de croissance. Il n'y a pas de schéma opposant clairement les régions entre elles sur le critère des désordres climatiques perçus. On observe cependant une certaine logique : deux régions se situent dans les valeurs les plus élevées : Nouvelle Aquitaine et Provence Alpes Côte d'Azur (PACA). A l'inverse à l'ouest de la France, Bretagne et Normandie expriment moins souvent le sentiment d'avoir subi les conséquences du changement climatique. Cette répartition opposant globalement un sud (est et ouest) de fait plus exposé en particulier aux chaleurs excessives, à un ouest relativement préservé jusqu'ici, est relativement démonstrative de la pertinence de l'échelon régional. Elle reste cependant sommaire puisqu'il s'agit bien entendu d'une taille de territoire trop vaste pour répondre à de véritables homogénéités.

3.3.2 L'espace départemental

Pour repérer les logiques des sensibilités environnementales au niveau des départements il a été nécessaire de mobiliser un appareil de vérification expérimental plus complexe. En première apparence en effet, le tri des départements par les différentes questions symptomatiques, de préoccupations pour le désordre climatique ne donne pas de résultat clair : aucun département n'apparait très régulièrement en tête de ces préoccupations.

Pour chercher malgré tout la présence de possibles différences, la méthode suivante a été adoptée :

On a considéré les réponses au niveau départemental pour l'ensemble des questions relatives aux perceptions du changement climatique telles que définies plus haut [13] et on a ajouté à cette liste la série suivante, plus orientée sur les conséquences pratiques du changement climatique :

Si le changement climatique continue, à votre avis, quelles seront les conséquences en France d'ici une cinquantaine d'années ?

1. **Les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques**
2. Il y aura des modifications de climat mais on s'y adaptera sans trop de mal

Quels sont les aspects du changement climatique qui vous inquiètent le plus ?*En premier*

3. **L'augmentation des catastrophes naturelles (tempêtes, inondations, effondrement des côtes)**
4. Les conflits entre Etats
5. Les migrations de population
6. Les conflits politiques et sociaux dues aux crises alimentaires et économiques
7. Le développement de nouvelles maladies dans des zones auparavant épargnées
8. **Le réchauffement des températures notamment en été**

Pensez-vous que votre territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ?

1. **Oui, certainement**
2. **Oui, probablement**
3. Non, probablement pas
4. Non, certainement pas

Là où vous habitez, avez-vous déjà subi les conséquences de désordres climatiques ?

2. **Oui, souvent**
3. **Oui, parfois**
4. Non, rarement
5. Non, jamais

Dans un second temps on a sélectionné pour chacune de ces douze questions, la liste des dix départements métropolitains se situant en tête des réponses positives et noté (surligné dans les tableaux suivants) les départements qui apparaissaient à plusieurs reprises dans ces tableaux [14] .

[13] Voir pages 6-7

[14] La Lozère qui apparaissait avec un nombre important d'occurrences n'a pas été considérée ici en raison du trop faible nombre de personnes interviewées (N=23)

Tableau 11 Perceptions du changement climatique et de ses conséquences dans les dix départements métropolitains présentant les maximum de réponses positives

	Question la plus importante : L'environnement/La transition écologique
15 Cantal	26%
23 Creuse	16%
81 Tarn	15%
24 Dordogne	14%
67 Bas-Rhin	14%
86 Vienne	13%
33 Gironde	13%
73 Savoie	13%
40 Landes	12%
54 Meurthe-et-Moselle	12%
Ensemble	8%

	Problème environnementaux : L'effet de serre / le réchauffement climatique
64 Pyrénées-Atlantiques	35%
84 Vaucluse	33%
42 Loire	32%
67 Bas-Rhin	32%
2 Aisne	31%
87 Haute-Vienne	31%
40 Landes	31%
33 Gironde	31%
54 Meurthe-et-Moselle	30%
41 Loir-et-Cher	30%
Ensemble	25%

	Une certitude pour la plupart des scientifiques ?
7 Ardèche	78%
68 Haut-Rhin	73%
10 Aube	73%
47 Lot-et-Garonne	73%
26 Drôme	71%
64 Pyrénées-Atlantiques	71%
67 Bas-Rhin	71%
72 Sarthe	72%
51 Marne	71%
12 Aveyron	71%
Ensemble	65%

	Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques du changement climatique
23 Creuse	90%
55 Meuse	84%
43 Haute-Loire	82%
52 Haute-Marne	81%
67 Bas-Rhin	79%
4 Alpes-de-Haute-Provence	79%
41 Loir-et-Cher	79%
19 Corrèze	78%
26 Drôme	78%
70 Haute-Saône	78%
Ensemble	71%

	Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines
55 Meuse	88%
90 Territoire de Belfort	84%
74 Haute-Savoie	82%
67 Bas-Rhin	81%
28 Eure-et-Loir	81%
29 Finistère	81%
64 Pyrénées-Atlantiques	81%
12 Aveyron	80%
10 Aube	79%
09 Ariège	79%
Ensemble	75%

	Les désordres du climat et leurs conséquences sont causés par le changement climatique
10 Aube	63%
40 Landes	60%
90 Territoire de Belfort	60%
83 Var	59%
68 Haut-Rhin	59%
74 Haute-Savoie	59%
67 Bas-Rhin	58%
63 Puy-de-Dôme	57%
89 Yonne	57%
64 Pyrénées-Atlantiques	57%
Ensemble	51%

	Les aspects du changement climatique qui vous inquiètent le plus : L'augmentation des catastrophes naturelles (tempêtes, inondations, effondrement des côtes)
32 Gers	77%
39 Jura	77%
82 Tarn-et-Garonne	75%
19 Corrèze	69%
27 Eure	65%
74 Haute-Savoie	63%
42 Loire	62%
61 Orne	62%
1 Ain	62%
16 Charente	62%
Ensemble	49%

	Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour limiter le changement climatique
52 Haute-Marne	77%
73 Savoie	70%
65 Hautes-Pyrénées	67%
16 Charente	67%
5 Hautes-Alpes	66%
12 Aveyron	65%
19 Corrèze	65%
18 Cher	64%
26 Drôme	63%
79 Deux-Sèvres	63%
Ensemble	57%

	Les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques
52 Haute-Marne	78%
10 Aube	73%
70 Haute-Saône	73%
74 Haute-Savoie	72%
90 Territoire de Belfort	71%
58 Nièvre	69%
67 Bas-Rhin	68%
42 Loire	67%
89 Yonne	67%
26 Drôme	66%
Ensemble	60%

	Les aspects du changement climatique qui vous inquiètent le plus : Le réchauffement des températures notamment en été
47 Lot-et-Garonne	33%
21 Côte-d'Or	31%
6 Alpes-Maritimes	29%
20 Corse	27%
58 Nièvre	25%
81 Tarn	24%
55 Meuse	24%
4 Alpes-de-Haute-Provence	23%
18 Cher	22%
40 Landes	22%
Ensemble	13%

	Pensez-vous que votre territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ? Oui certainement
5 Hautes-Alpes	48%
32 Gers	36%
93 Seine-Saint-Denis	33%
6 Alpes-Maritimes	33%
94 Val-de-Marne	30%
20 Corse	30%
67 Bas-Rhin	29%
64 Pyrénées-Atlantiques	26%
55 Meuse	23%
21 Côte-d'Or	16%
Ensemble	25%

	Subi les conséquences de désordres climatiques ? : Parfois, souvent
32 Gers	58%
65 Hautes-Pyrénées	52%
6 Alpes-Maritimes	51%
40 Landes	47%
7 Ardèche	47%
47 Lot-et-Garonne	47%
17 Charente-Maritime	47%
21 Côte-d'Or	46%
87 Haute-Vienne	46%
83 Var	46%
Ensemble	34%

Au total, dix départements apparaissent plusieurs fois dans ces tableaux selon le nombre d'occurrences suivant :

Bas-Rhin : 8
Haut-Rhin : 2
Haute Marne : 3

Haute-Savoie : 4
Savoie : 2
Hautes Alpes : 2
Drôme : 4
Alpes Maritimes : 3

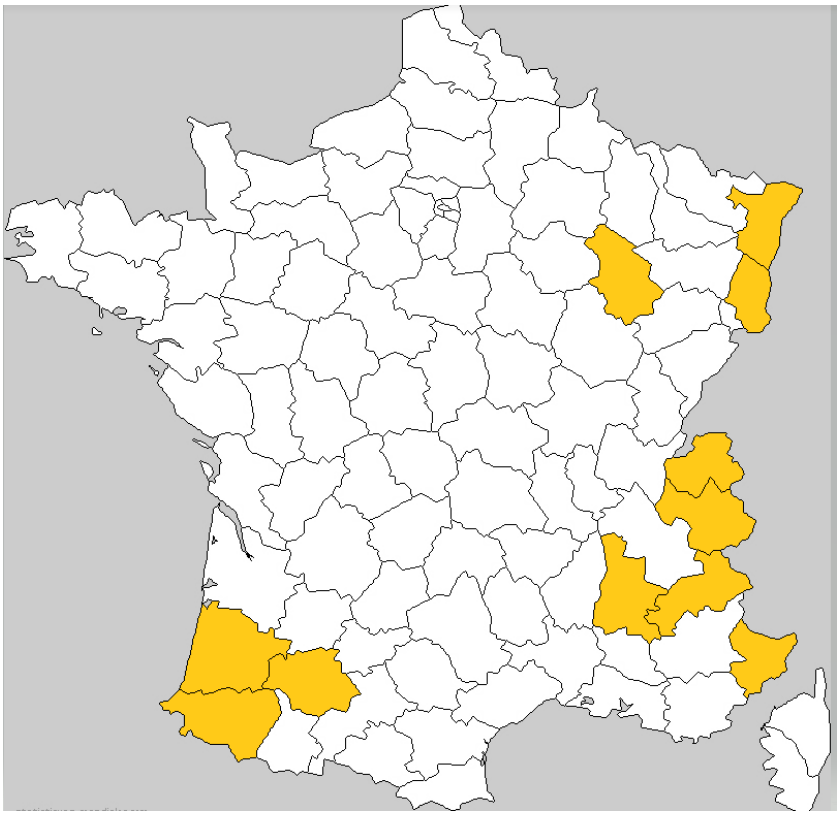
Landes : 5
Pyrénées Atlantiques : 4
Gers : 3

Cette méthode permet de faire apparaître trois groupes de départements presque toujours contigus, plus concernés par les enjeux du changement climatique :

- A l'Est les deux départements alsaciens et la Haute Marne
- Au Sud-Est, cinq départements, pour partie liés à la montagne, pour partie à la zone côtière : Haute-Savoie, Savoie, Hautes Alpes, Drôme, Alpes Maritimes.
- Au Sud-Ouest trois départements également liés à la montagne et à la zone côtière : Landes et Pyrénées Atlantiques et Gers

La carte suivante résume cette répartition géographique :

Figure 1 Départements les plus concernés par les enjeux du changement climatique et de ses conséquences



Avant de recourir aux explications de type géographique, on a cherché à vérifier si leur plus grande sensibilité aux enjeux climatiques pouvait s'expliquer par des facteurs culturels ou politiques. L'Alsace, et certains départements du Sud-Est sont en effet réputés pour une sympathie plus marquée pour les mouvements écologistes. Deux questions permettent de tester cette hypothèse :

- D'une manière générale, avez-vous de la sympathie pour les mouvements écologistes ?
- Dites-moi si la protection de l'environnement est importante ou pas pour vous. Vous donnerez la note 10 si elle est d'une extrême importance, la note 1 si elle n'a aucune importance. Les notes intermédiaires servent à nuancer votre jugement.

L'analyse a invalidé l'hypothèse culturelle en montrant que les dix départements en question ne se distinguent nullement par des taux élevés de sympathie pour l'écologie ou de préoccupation pour l'environnement.

Restent donc les explications de nature géographique. Au total parmi les dix départements, on compte donc 5 départements de montagne (Haute-Savoie, Savoie, Hautes Alpes, Drôme, Pyrénées Atlantiques), et 3 départements avec une façade littorale (Alpes Maritimes, Pyrénées Atlantiques, Landes). Ces spécificités géographiques peuvent faire avancer, avec prudence, l'hypothèse que **les contextes montagnards et côtier tendent à rendre plus visibles les conséquences des désordres climatiques** et, partant, à contribuer à accroitre la sensibilité environnementale des habitants. Restent les deux départements Alsaciens et la Haute Marne pour lesquelles on est en peine de trouver une éventuelle explication de nature géographique, sinon peut-être la position continentale, exposant davantage aux chaleurs excessives ?

Il faut en dernier lieu considérer que le cadre du département (et moins encore de la région) n'est sans doute pas idéal pour faire apparaitre des spécificités territoriales. A titre d'hypothèse on peut avancer l'idée que le canton, ou des regroupements de cantons pourraient être plus démonstratifs.

4. Conclusion

L'analyse de la base rassemblant les 22 enquêtes de l'ADEME a permis d'éclairer les représentations sociales du changement climatique selon trois points de vue complémentaires : une perspective socio culturelle, une dimension temporelle, et une vision territoriale.

Le premier plan d'analyse a permis de rendre compte des relations complexes entre effet d'âge et effet de niveau d'études, deux facteurs dont on sait qu'ils sont fortement corrélés entre eux puisque, sous l'effet de changements structurels, les personnes les plus âgées sont toujours en moyenne moins dotées en capital culturel que les plus jeunes. L'examen a été fondé sur l'analyse des réponses à 14 questions relevant de trois domaines d'attitudes : les perceptions des causes et conséquences du changement climatique, les attitudes à l'égard de certaines mesures de politiques publiques et les engagements personnels vers des comportements de consommation réputés vertueux. Au total les analyses ne permettent pas de dégager de règle générale : selon la question, tantôt l'âge, tantôt le niveau d'études semblent déterminer le plus clairement les variations d'attitudes. Ainsi **la question cruciale de l'origine du réchauffement climatique (anthropique ou naturel) semble plus nettement en relation avec l'âge des personnes interrogées, les personnes âgées demeurant un peu plus sceptiques** sur les causes qu'elles imputent parfois à un phénomène « naturel » qui a toujours eu lieu dans le passé. Sur ce point particulier on a pu vérifier, grâce à l'abondance des effectifs, que la possession de diplômes universitaires de nature scientifique constituait parfois une incitation à « douter » du caractère purement anthropique du changement climatique. Pour cette raison, la variable « niveau d'études » a dans certains cas un moindre pouvoir explicatif que la variable « âge ».

Toujours sur ce même plan de recherche, le fait de disposer dans 8 des enquêtes d'un classement très fin des appartenances socio professionnelles (31 catégories) a permis de faire apparaître la **concentration impressionnante de la sensibilité aux questions climatiques sur un petit nombre de professions très spécifiques, les « Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social »** très présentes, notamment dans la sociologie de Pierre Bourdieu.

La dimension temporelle de ces études a été abordée ici en privilégiant une approche générationnelle. Cette problématique suppose que les individus d'une génération, c'est à dire nés dans un intervalle de temps donné, partagent des expériences communes liées à des évènements marquants dont ils sont les contemporains. La difficulté réside dans la définition des intervalles de temps supposés correspondre à des évènements, voire à des « esprits du temps ». Dans le cas des phénomènes climatiques, il est difficile de déterminer a priori d'éventuels évènements mémorables. Dans les pays industrialisés, la mise à l'agenda des problèmes environnementaux date clairement du début des années 70. Mais les différents enjeux environnementaux (pollution, dégradation des espaces naturels, désordres climatiques) n'ont déterminé des mobilisations politiques, médiatiques et

finalement sociales que dans une période récente. Les études par sondage effectuées par l'ADEME au cours des vingt dernières années ont montré que les perceptions de la gravité des enjeux environnementaux ont été lentes, et parfois suivies de retour en arrière. Pour tester l'efficacité de la problématique générationnelle, on a partagé le fichier des 22 enquêtes en six générations en privilégiant a priori un critère statistique (disposer de suffisamment d'effectifs dans chaque groupe). L'analyse a ensuite consisté à observer les évolutions d'attitudes de nos six générations dans le temps des 22 enquête, en utilisant à nouveau les 14 questions relevant des trois domaines d'attitudes (perceptions des causes et conséquences du changement climatique, attitudes à l'égard de certaines mesures de politiques publiques et engagements personnels vers des comportements de consommation réputés vertueux).

Les résultats de cette étude montrent clairement l'apport de la perspective générationnelle. Dans beaucoup de cas, notamment quand il s'agit des perceptions du changement climatique, les attitudes de nos six générations diffèrent grandement. Mais cet effet générationnel n'est pas nécessairement uniforme, tantôt il tend à s'atténuer avec la période, et dans ce cas les générations adoptent des vues sinon communes, du moins assez proches, tantôt cet effet générationnel se maintient, et les générations perdurent dans leurs différences. Il est frappant de constater que le cas le plus emblématique d'une persistance des **écarts entre générations s'observe avec l'opinion selon laquelle : « Le réchauffement est causé par les activités humaines » [15]. Ici, on observe en effet une coupure nette entre les deux générations nées avant 1958 (20 ans avant 1978) dont les pourcentages d'accord avec cette opinion se situent autour de 60 % à 70 % et les trois générations nées à partir de 1958 (20 ans à partir de 1978) et dont 70 % à 80 % partagent cette opinion.**

L'approche territoriale, enfin, repose sur l'hypothèse selon laquelle l'ampleur, l'intensité ou la fréquence des désordres climatiques au sein d'un territoire donné pourrait affecter sensiblement les perceptions des habitants de ce territoire. En d'autres termes, **le vécu concret des désordres climatiques (tempêtes, inondations, incendies…) induirait une sensibilité particulière des habitants du lieu aux thèmes du changement climatique**. Cette idée était déjà testée antérieurement dans les enquêtes de l'ADEME en utilisant les réponses à la question : « Là où vous habitez, avez-vous déjà subi les conséquences de désordres climatiques, oui, souvent, oui parfois, non, rarement, non, jamais ». Toutefois, cette méthode ne permet pas de repérer précisément les territoires administratifs au sein desquels ces perceptions sont les plus fréquentes. Dans ce rapport une autre démarche a pu être suivie en bénéficiant de l'atout de la base de données dans laquelle on dispose de suffisamment d'effectifs dans certaines limites administratives (régions, départements). Pour tester l'hypothèse territoriale, on a donc considéré les réponses au niveau régional, puis départemental à l'ensemble des questions relatives aux perceptions du changement climatique et on a ajouté à cette liste-là une série de questions plus orientées sur l'estimation des conséquences pratiques du changement climatique. Au niveau régional on constate effectivement que **le sentiment d'avoir subi les conséquences du changement climatique, est plus fréquent dans deux régions du sud de la France : Nouvelle Aquitaine et Provence Alpes Côte d'Azur (PACA).** A l'inverse à l'ouest de la France, **Bretagne et Normandie expriment moins souvent cette préoccupation**. Pour le niveau départemental, la méthode a consisté à repérer pour chacune des questions relatives aux perceptions du changement climatique, les dix départements métropolitains se situant en tête des réponses positives. Au final

[15] Voir Graphique 15, page 34

cette méthode permet de faire apparaître trois groupes de départements presque toujours contigus, plus concernés par les enjeux du changement climatique : à l'Est les deux départements alsaciens et la Haute Marne, au Sud-Est, cinq départements, pour partie liés à la montagne, pour partie à la zone côtière : Haute-Savoie, Savoie, Hautes Alpes, Drôme, Alpes Maritimes, au Sud-Ouest deux départements également liés à la montagne et à la zone côtière : Landes et Pyrénées Atlantiques. La cartographie de ces départements confirme pour partie l'hypothèse que les **contextes montagnards et côtiers tendent à rendre plus visibles les conséquences des désordres climatiques et, partant, contribuent à accroitre la sensibilité environnementale des habitants**. Mais ce résultat confirme aussi que l'échelon départemental n'est sans doute pas assez fin pour faire apparaître des écarts d'attitudes territoriaux très significatifs. Sur ce point, il se peut qu'une meilleure méthode consisterait à faire des analyses au niveau cantonal, en représentant les écarts à l'aide d'un logiciel de cartographie adapté à ce niveau.

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols… - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'**ADEME**

FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.

CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.

ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.

EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard

HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

EXPERTISES

LES REPRESENTATIONS SOCIALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE 2000 - 2021

L'aggravation de la problématique du changement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre a conduit l'ADEME dès l'année 2000 à mettre en place un dispositif de mesures régulières des représentations sociales de ces phénomènes au sein de la société Française. A cet effet, des enquêtes par sondage sur des échantillons représentatifs du public âgé de 15 ans et plus ont été réalisées chaque année depuis cette date. L'enquête mesure ainsi l'évolution de l'opinion concernant les représentations des causes et conséquences du changement climatique, l'acceptabilité de mesures de politiques publiques, et les pratiques individuelles déclarées.

Une base de données concaténées à partir des 22 enquêtes réalisées de 2000 à 2021, comptant au total 26 293 individus a été constituée. Le présent rapport propose des analyses complémentaires aux vagues d'enquête annuelle autour de trois grands axes d'analyse :

1- L'espace social : analyse fine selon des variables socio-démographiques : âge, diplômes, catégories socio professionnelles, proximités politiques

2- L'espace temporel à travers une analyse générationnelle.

3- L'espace territorial : une analyse par localisation géographique.